

LE DÉSARMEMENT

si l'emploi vous intéresse



1960 —————> 1980

Les dépenses militaires



1960 —————> 1980

Le taux de chômage

vie ouvrière

Revue fondée en 1951 et publiée en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO).

Directeur: Raymond Levac

Conseil de direction: Jean-Guy Casaubon, Gilles Comeau, Diane Gariépy, Hélène Parenteau, Pierre Purcell.

Recherchiste: Martine D'Amours

Comité de rédaction: Luce Bédard, Hélène Charbonneau, Denise Gauthier, Diane Perreault, Jacques Boivin, Jean-Guy Casaubon, Claude Hardy, Jean-Marc Lebeau.

Couverture et recherche visuelle: Claudette Rodrigue

Photos Vie Ouvrière: Martine D'Amours

Secrétariat: Louise Bessette

Montage et comptabilité: Yolande Hébert-Azar

Abonnement: 8 numéros par année.

- Abonnement individuel: 15\$ par année
- Abonnement 2 ans: 28\$
- Abonnement de soutien: 20\$
- Abonnement outre-mer: 18\$

Distribution: Diffusion Parallèle
900 Ontario est, Montréal, H2L 1P4
Tél: (514) 525-2511

Références: Les articles de la revue Vie Ouvrière sont répertoriés dans le Répertoire analytique d'articles de revues du Québec (RADAR), de la Bibliothèque nationale du Québec.

Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec ISSN 0229-3803.

Les Presses solidaires Inc.

Courrier de la deuxième classe, enregistrement no 0220

Volume XXXIII numéro 178

Sous-comité de travail pour ce dossier: Mado Bachand, Martine D'Amours, Louis Favreau, Jean-Marc Lebeau.

Pour illustrer le présent dossier nous avons puisé dans:

Ploughshares Monitor

Pour la science janvier '83 de Randall Forsberg

The security trap

Réseau Québécois pour le désarmement nucléaire

Documentation Développement et Paix

Revue Vie Ouvrière
1212 Panet
Montréal, Qc H2L 2Y7
Téléphone: (514) 523-5998

A vos marques, prêts, sautez...

La menace nucléaire est aujourd'hui plus grande que jamais. D'une part, parce que cette bonne vieille Terre porte en son sein de quoi l'anéantir plusieurs dizaines de fois. D'autre part et surtout, parce que les stratégies américaines et soviétiques s'acharnent à croire qu'il est possible de mener une guerre nucléaire escaladée et de la gagner. A la base du "no future" des punks, dans les dessins angoissants des enfants, il y a ce sentiment que l'avenir est compromis, cette conscience confuse que "la guerre des étoiles" risque d'être bien plus qu'un jeu.

Qu'est-ce que cette nouvelle donnée vient modifier pour nous, militantes et militants d'organisations syndicales, populaires, de femmes, de solidarité internationale? En un sens, tout. Tout parce qu'elle menace directement nos acquis de lutte: il est en effet peu probable qu'une bonne convention collective ou des logements décents soient de quelque utilité dans le cas d'un conflit nucléaire. Et qu'est-ce que l'urgence du désarmement a à voir avec nos luttes pour de meilleures conditions de travail et de vie? En un sens, elle a tout à voir. Tout parce qu'elle repose les questions fondamentales du "quoi produire", "dans quel but" et "sous le contrôle de qui". Tout parce que la course à l'armement engloutit des budgets et des ressources qui ne peuvent dès lors servir à la satisfaction des besoins sociaux. Nous payons déjà le prix de l'escalade actuelle, et un prix élevé: la misère des classes populaires d'ici et celle de peuples entiers du Tiers-Monde.

Ainsi, la lutte pour le désarmement se situe dans le prolongement, plutôt qu'en compétition ou en contradiction, avec nos luttes actuelles. Comme le disaient si bien les délégués au dernier Congrès de la JOC internationale: "Nous rejetons décidément les tentatives d'opposer les mouvements européens pour la paix aux mouvements de libération du Tiers-Monde, surtout quand ceux-ci sont contraints de recourir à la lutte armée. C'est que, par des voies différentes, nous menons les uns et les autres le même combat, celui de la vie contre la mort".

Mais comment et par où commencer? Comment défoncer l'impuissance qui nous gagne à voir s'échapper loin au-dessus de nos têtes les menaces, les discours, les promesses de négociations? En réalité, il y a beaucoup à faire pour que l'opposition aux oeuvres de mort s'organise dans nos groupes et sur le terrain même de nos luttes: s'opposer en tant que contribuable, en tant que parent, en tant que retraité, que femme, qu'étudiant, que sans-emploi... Certes, les syndicats peuvent et doivent commencer à étudier les possibilités de reconverter la production d'armement en production de biens socialement utiles mais ils ne pourront le faire efficacement que si une communauté, plus large, se lève pour exiger des gouvernements qu'ils fassent d'autres choix sociaux.

Martine D'Amours



Vie Ouvrière

La menace nucléaire grandit; l'opposition aussi

La lutte pour le désarmement sortira-t-elle des mouvements pour la paix?

Mado Bachand, coordonnatrice au Réseau québécois pour le désarmement nucléaire.

La lutte pour le désarmement pourra être gagnée quand elle sera partie prenante des autres luttes pour de meilleures conditions de vie. Les gouvernements n'ont, paraît-il, pas d'argent pour répondre aux besoins de logement décent; pourtant, ils en ont pour financer la fabrication d'armement. Ils n'ont pas d'argent pour la recherche médicale et les médicaments gratuits mais ils en ont pour la recherche militaire... Nous devons arriver à faire ces liens. Quand les mouvements pour la paix l'auront compris, quand ils ne présenteront plus leur lutte comme une lutte à part, ils ouvriront peut-être des pistes concrètes d'action à ce nombre de plus en plus grand de membres d'organisations populaires et communautaires qui, quoique mobilisés par leurs luttes quotidiennes, sont inquiets, mais dépassés, par la menace nucléaire actuelle.



Vie Ouvrière

L'opposition grandit...

La lutte n'est pas encore gagnée mais nous avançons. En septembre 1982, je tenais un kiosque à l'UQAM et presque personne ne savait ce qu'était un missile Cruise. Le 22 octobre dernier, des dizaines de milliers de personnes protestaient, dans les rues de Montréal, contre l'essai et le déploiement de ces mêmes Cruise. Des manifestations semblables se déroulaient au même moment un peu partout en province et ailleurs au Canada et dans le monde. Bien au-delà des militants pacifistes convaincus, elles ont su rejoindre et regrouper des gens de différents groupes sociaux: personnes âgées, jeunes, groupes populaires...

Malheureusement, les slogans "Non au Cruise" sont allés rejoindre les résultats des sondages dans les tiroirs du Parlement et les militaires ont procédé à leurs tests.

Selon les accords canado-américains, ces tests auraient pu s'effectuer sans qu'il y ait d'autorisation spéciale de la part du Canada. Mais parce que la population a manifesté son opposition, le gouvernement canadien a été obligé de faire sa campagne pro-Cruise pour nous le passer.

En août '83, après que le gouvernement ait annoncé sa décision de tester les missiles Cruise (non-armés) en Alberta, 52% des canadiens interrogés dans le cadre d'un sondage se prononçaient contre une telle décision. Le même sondage révèle que l'opposition est plus forte chez les femmes (50% des femmes contre 40% des hommes) et chez les jeunes (61% de 18 à 29 ans contre 40 à 44% des plus âgés).

Hors des mouvements pour le désarmement: entre l'inquiétude, l'impuissance...

L'opposition populaire donc, s'élargit... Mais la participation au 22 octobre était-elle une action ponctuelle et isolée ou constituait-elle une première action dans

un processus de prise de position de la part de la population? Où en est rendue la lutte pour le désarmement en-dehors des groupes pour le désarmement? Pour tenter de répondre à cette question, j'ai parlé à des personnes membres de différents regroupements et mouvements de revendications.

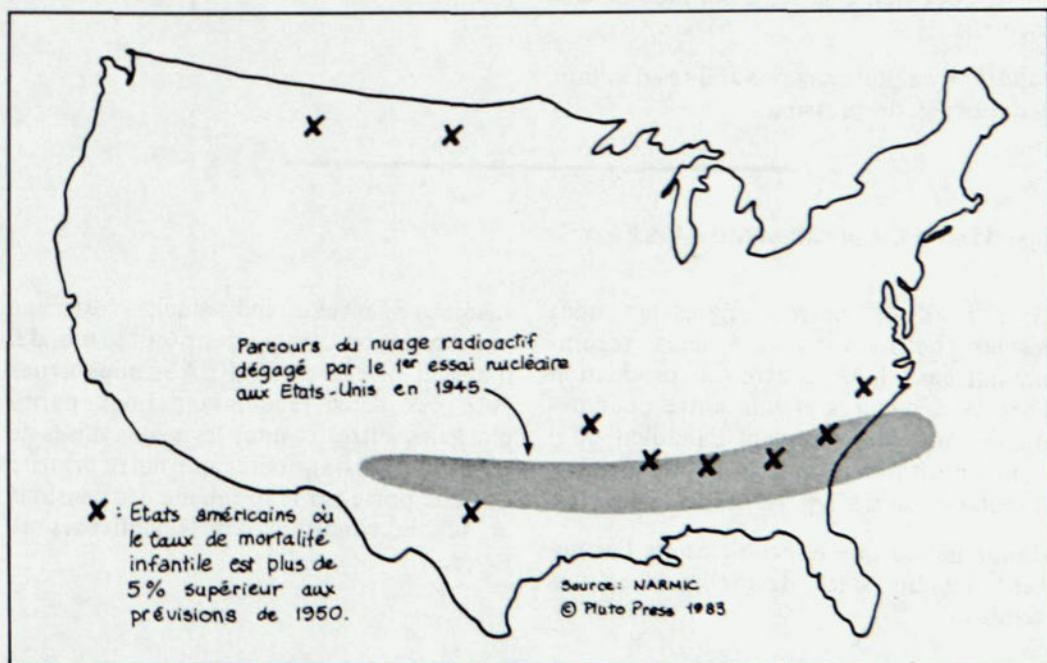
Alain Pilon est permanent à l'AQDR Hochelaga-Maisonneuve.

Alain: Les gens du troisième âge n'ont pas été approchés par le mouvement de la paix. Il n'y a pas eu de travail de sensibilisation de fait.

Mado: Est-ce qu'ils et elles en parlent ou posent des questions?

Alain: Une personne âgée reçoit 492\$/

mois incluant le supplément de revenu. Le seuil de pauvreté est à 728 \$/mois. Avec les budgets de défense qui augmentent, bien sûr qu'elles posent des questions mais elles ne vivent pas le sentiment d'urgence amené par le danger d'une guerre nucléaire et, de toutes façons, elles se demandent ce qu'elles pourraient bien faire...



Pierre Caron travaille avec le mouvement Jeunes du Monde (13-18 ans).

Pierre: Notre thème cette année est "Sans violence, on avance": à l'intérieur des groupes, nous discutons des différentes formes de violence. C'est dans ce cadre-là que nous avons organisé une journée d'information sur le désarmement.

Mado: Est-ce un sujet qui intéresse les jeunes, qui les préoccupe?

Pierre: C'est un sujet qui les intéresse mais c'est trop gros et hors de portée; ils privilégient d'autres sujets plus près d'eux, sur lesquels ils peuvent agir.

Andrée Laviolette m'avait demandé d'animer une discussion sur le désarmement à l'intérieur d'un café-rencontre de femmes à St-François.

Andrée: J'ai lu votre bulletin et c'est très intéressant. Il y a beaucoup de choses qu'on ne sait pas. Mais qu'est-ce qu'on peut faire pour changer la situation? Car si on ne peut rien y faire, aussi bien ne rien savoir...

Mado: Il y a plusieurs possibilités d'action, des moyens de pression...

Andrée: Quand ils ont voulu installer des produits chimiques à côté de chez-nous, on ne les a pas laissé faire, mais aller manifester, là, pour des affaires qui se passent loin...

Lise Houle est permanente à l'AFEAS.

Lise: Lors de notre congrès en août dernier, nous avons voté deux recommandations. Une contre la production d'armes nucléaires et une autre pour demander au gouvernement canadien qu'il prenne position en faveur du désarmement mondial et qu'il s'oppose à toutes guerres.

Mado: Est-ce que le problème de l'armement est un sujet de débat chez vos membres?

Lise: Au niveau individuel, c'est une préoccupation comme pour tout le monde, mais au niveau de l'AFEAS, nous avons voté ces deux recommandations parmi plusieurs autres et nous les avons mises de côté pour l'instant parce que notre priorité actuelle porte sur le problème des pensions et sur la condition des travailleuses au foyer.

Francine Pelletier est journaliste à la revue féministe La Vie en Rose.

Mado: Par les groupes de femmes que tu connais, le problème de l'armement est-il considéré comme une priorité?

Francine: Comme les mouvements de la paix qui commencent à faire le lien entre la violence des armes et la violence faite aux

femmes, les mouvements de femmes incluent, dans leur plate-forme, des positions sur le désarmement. Les deux problèmes ne sont pas encore liés mais je crois que ça viendra.

Et les liens à faire...

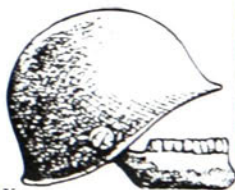
Les réponses sont semblables dans d'autres groupes avec lesquels j'ai communiqué. Dans les groupes populaires et communautaires, on se regroupe autour de problèmes qui nous touchent quotidiennement - violence faite aux femmes, chômage chez les jeunes, situation des retraité-e-s - et sur lesquels on se sent le pouvoir d'agir. Mais les choses se compliquent quand on arrive à des questions qui paraissent aussi hors de portée que celle de la course aux armements.

On veut s'informer - au cours de la campagne du 22 octobre, plusieurs groupes ont contacté des militantes et militants pour le désarmement et, quoique moins forte à l'heure actuelle, la demande d'information continue -. On s'intéresse, on se sent concernés... mais on met rapidement cette préoccupation de côté quand surgissent les problèmes proches, quotidiens, qui sont prioritaires. On ne voit pas l'impact de la militarisation sur notre vie quotidienne; on ne voit pas encore le moyen de faire le lien entre la revendication du désarmement et les autres.

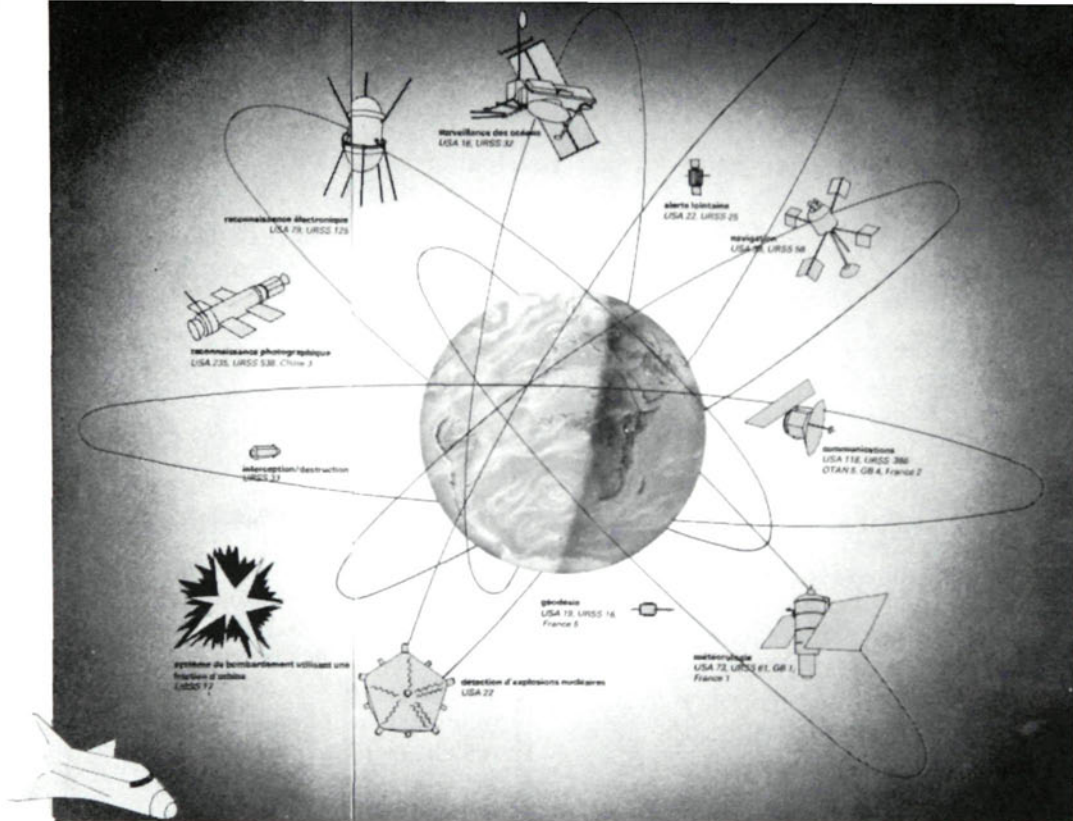
Ces liens viendront-ils des groupes pour le désarmement ou des groupes populaires eux-mêmes? Je ne connais pas la réponse

L'argent qu'il faudrait pour pouvoir adéquatement à la nourriture, l'eau, l'éducation, la santé et l'hébergement pour la population entière du monde a été calculé à \$20.4 milliards par an. C'est une somme énorme d'argent...

C'est à peu près ce que le monde dépense pour les armes toutes les deux semaines...



mais une chose est certaine: nous ne pourrions gagner la lutte que quand le mouvement pour le désarmement se sera élargi et qu'il sera devenu un mouvement populaire de masse, comme il est en voie de le devenir. Et faire le lien entre cette lutte et toutes nos revendications quotidiennes me semble être le seul moyen de défoncer le sentiment d'impuissance que suscite l'ampleur du problème, le seul moyen d'amener la question du désarmement à la portée de nos actions. ●



La guerre des étoiles aura-t-elle lieu?

200 à 400 armes nucléaires d'une mégatonne suffiraient pour détruire la planète. Actuellement, à eux seuls, Américains et Soviétiques en possèdent 50 000, une force de 12 000 mégatonnes; de quoi s'exterminer respectivement 60 et 40 fois chacun. On pourrait croire que le potentiel de destruction est déjà scandaleusement élevé et pourtant, la course aux armements se poursuit de plus belle... Pour des raisons de sécurité, nous dit-on. En fait, nous explique Solanges Vincent, militante pacifiste depuis 1964, nous n'avons jamais été moins en sécurité que maintenant. Aujourd'hui en effet, des conseillers influents dans l'administration américaine croient qu'il est possible de mener une guerre nucléaire et de la gagner. Cette stratégie, et la production d'armes sophistiquées qui en découle, font courir à l'humanité le risque de guerre nucléaire, un risque sans précédent.

Entrevue et texte: Martine D'Amours

V.O. Qu'est-ce qui caractérise le moment actuel de la course aux armements? Pourquoi le risque de guerre nucléaire est-il plus élevé maintenant qu'auparavant?

S.V. Auparavant, chacune des superpuissances cherchait à se doter d'un arsenal nucléaire suffisamment menaçant pour décourager l'adversaire d'attaquer le premier; c'est ce qu'on appelait la doctrine de la dissuasion. On prétendait que si l'URSS et les USA étaient de force égale, aucun des deux n'oserait utiliser l'arme nucléaire en premier. Récemment, il s'est développé, au sein de l'administration Reagan, une volonté de trouver l'arme qui pourrait détruire, dès la première frappe, tout le potentiel de l'adversaire, autrement dit, qui pourrait l'empêcher de riposter. La nouvelle course à l'armement passe par le développement des "armes de la guerre des étoiles", les armes anti-missiles aux rayons laser ou aux rayons de faisceaux de particules, les armes qu'on espère capables de détruire les centres de contrôle et de communication ainsi que les satellites ennemis. On est donc passés de la "doctrine de la dissuasion" à la "doctrine de l'utilisation".

Les Américains croient qu'ils pourront utiliser l'arme nucléaire, et d'une manière à empêcher l'URSS de riposter.

V.O. Les missiles américains Cruise et Pershing, de même que les missiles soviétiques SS-20 font-ils partie de l'armement exigé par cette nouvelle stratégie?

S.V. Oui, mais ils ne sont qu'une petite partie de l'ensemble. Dans l'idée d'une "première frappe", on cherche à développer différents types d'armes qui seraient situées à des endroits différents. Il ne faut pas croire cependant que le jeu se fait seulement entre deux partenaires, les USA et l'URSS. La Chine, l'Angleterre, la France, et possiblement Israël et l'Afrique du Sud, constituent aussi des puissances nucléaires.

V.O. L'URSS se lance-t-elle, de la même façon que les États-Unis, dans la production d'armes qui correspondent à une stratégie de la première frappe?

S.V. Oui, c'est la poursuite de l'escalade qu'on connaît depuis 38 ans. Chaque fois que les superpuissances se sont approchées de la parité, elles ont cherché à atteindre non pas l'équilibre, mais la supériorité de leurs armes sur celles des autres, de façon à



La 3^{ème} guerre mondiale fait déjà des victimes

Dans un témoignage qu'elle rendait l'an dernier devant le Tribunal de Nurnberg, la bio-statisticienne et religieuse Rosalie Bertell, estimait à 17 millions le nombre de victimes des essais nucléaires depuis 1945, incluant Hiroshima et Nagasaki. Jusqu'à ce jour, plus de 1 200 explosions nucléaires ont généré, chez des populations entières, des cancers, des malformations congénitales importantes, des épidémies, ainsi que l'extrême pollution de leur environnement. C'est le cas particulièrement des habitants de certaines îles polynésiennes (victimes des essais

nucléaires français), de ceux des îles Kwajalein (victimes des essais nucléaires américains) et de ceux de Chelabinsk (victimes des essais soviétiques). Plus près de nous, la simple production d'armes nucléaires (extraction et raffinage de l'uranium, transport de déchets toxiques, etc) est depuis 40 ans responsable des dommages causés à 1,2 million de victimes des radiations (incluant les mineurs et les travailleurs nucléaires).

(témoignage de *Rosalie Bertell*, recueilli par *Dorothy Rosenberg*)

maintenir leurs zones d'influence et à conserver leur contrôle sur l'accès aux ressources du Tiers-Monde.

Il faut dire toutefois que l'URSS et les USA ne portent pas une égale responsabilité dans l'escalade nucléaire. Les USA ont toujours eu tendance à prendre les devants, alors que l'URSS tâchait de les rattraper.

Actuellement, l'URSS a certainement une volonté de demeurer une superpuissance, d'agrandir son influence dans le Tiers-Monde, aussi se lance-t-elle dans la fabrication d'armes sophistiquées comme celles des États-Unis, mais sans avoir les mêmes moyens. La course aux armements coûte proportionnellement plus cher à sa population pour un potentiel nucléaire beaucoup plus vulnérable que celui des États-Unis.

V.O. Cette stratégie de la première frappe est-elle réaliste? Autrement dit,

est-il possible de penser détruire tout le potentiel nucléaire de l'adversaire, de manière à l'empêcher de riposter?

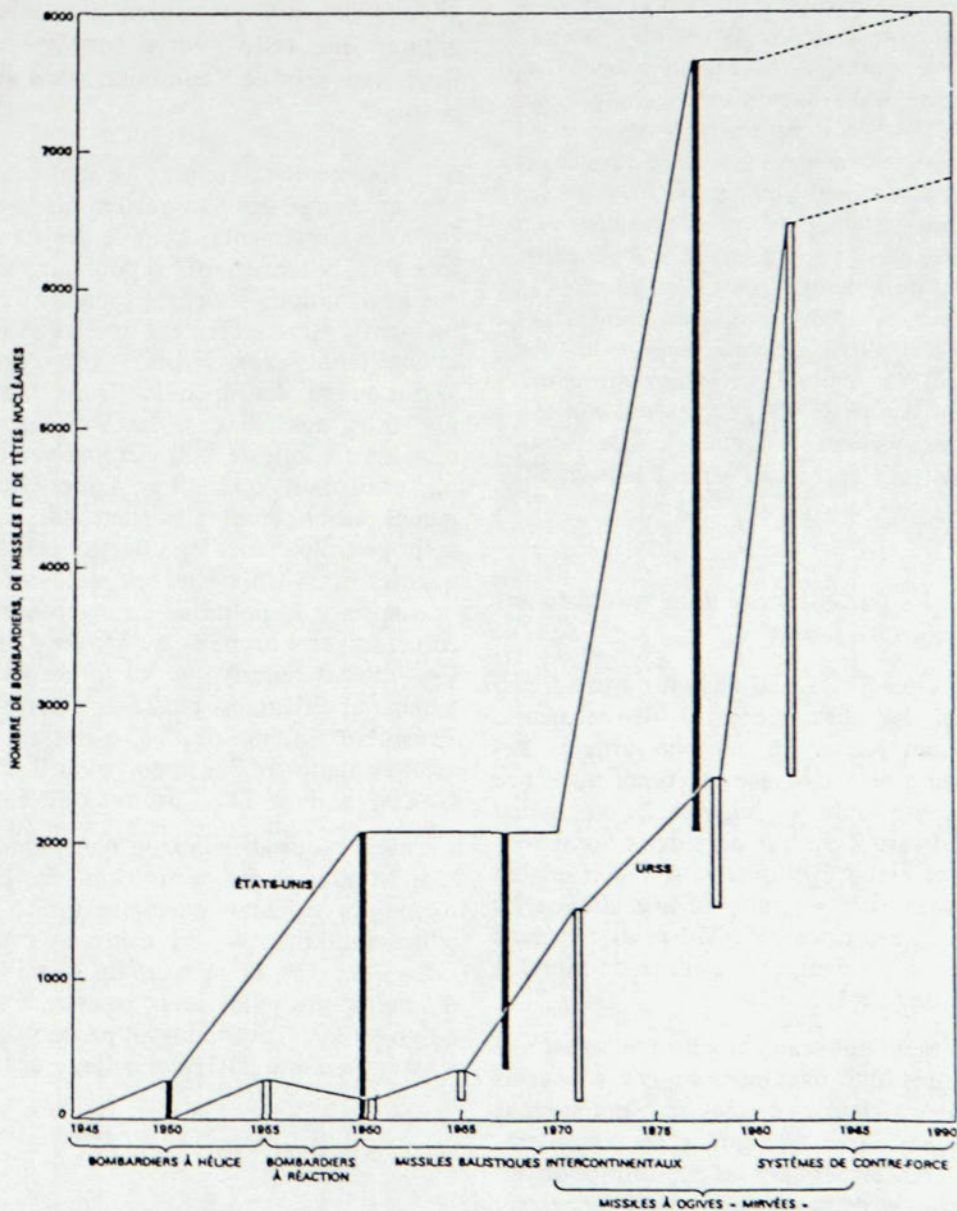
S.V. Non, par exemple, des forces nucléaires placées à bord de sous-marins ne pourraient pas être détruites lors d'une première frappe. De nombreux scientifiques doutent qu'il soit possible d'empêcher une réplique de l'adversaire mais le malheur, c'est que les conseillers du président Reagan, eux, y croient.

V.O. Les stratèges américains ont beaucoup parlé de la possibilité de mener une guerre nucléaire "limitée"... à l'Europe.

S.V. Il me semble que cette optique a été un peu laissée de côté. Ils parlent maintenant d'une guerre nucléaire "escaladée", c'est-à-dire qu'on commencerait avec cer-

taines armes, quitte à passer toute la panoplie si on n'a pas atteint nos objectifs. Les stratèges croient maintenant qu'il est

possible de mener une guerre nucléaire pendant 5 ans, et de la gagner.



“L’hiver nucléaire” : une guerre atomique, même limitée, détruirait l’humanité.

Les scientifiques, tant à l’Ouest qu’à l’Est, s’entendent pour dire qu’une guerre atomique, —et même dans le cas où une seule superpuissance utiliserait ses armes— entraînerait des perturbations climatiques et écologiques capables de décimer l’humanité. En effet, les engins atomiques provoqueraient un “hiver nucléaire” de froid et d’obscurité qui ferait mourir toutes les récoltes et formes de civilisation. Les scientifiques laissent aussi entendre que même un conflit nucléaire de petite envergure, utilisant moins de 1% de l’arsenal mondial pourrait donner naissance à un hiver nucléaire. (d’après *La Presse*, 7 janvier ’84)

V.O. Ils parlent aussi d’un “nombre acceptable de morts”...

S.V. Oui. Ça fait 30 ans, aux États-Unis, qu’on fait des scénarios de ce genre. Herman Kahn, un des plus ardents défenseurs de l’idée que la guerre nucléaire était pensable et gagnable, de même qu’Edward Teller, le père de la bombe-H, en ont élaboré plusieurs. A l’intérieur de ces scénarios, on suppose une attaque X, on figure la riposte de l’adversaire et dans certains, on évalue le nombre de morts à 90 millions, 125 millions...

L’élément nouveau actuellement, c’est que les gens qui ont formulé ces scénarios pendant plusieurs années sont maintenant des conseillers personnels du Président, qu’ils renseignent sur les possibilités de déclencher et de gagner une guerre nucléaire.

V.O. Autrement dit, le risque de guerre nucléaire est plus élevé que jamais en raison des nouvelles armes sophistiquées mais aussi et peut-être surtout parce que ceux qui croient possible de gagner une telle guerre sont très influents au sein de l’administration américaine?

S.V. Exactement. De plus, ce sont eux qui sont en charge des pourparlers sur le contrôle des armements. L’un de ces conseillers, Paul Nitze, disait: “Il pourrait y avoir des négociations sérieuses (pour le désarmement), mais seulement après que nous ayons rebâti nos forces”. Interrogé à savoir quand, il a répondu: “Dans 10 ans”. Un autre conseiller, Colin Gray, auteur d’un article intitulé “La victoire est possible” affirmait que: “Les forces stratégiques américaines n’existent pas seulement pour dissuader les soviétiques d’attaquer les États-Unis; elles ont plutôt un rôle de soutien à la politique étrangère américaine, soit en Europe ou au Moyen-Orient. Cet objectif requiert que les forces stratégiques américaines puissent assurer au Président la possibilité d’initier une attaque nucléaire.”. (rapporté par Richard C. Logan, dans *The Gazette*, 1-12-83)

Le même journal souligne que, selon un rapport du Sénat américain en 1975, même un échange nucléaire limité aux cibles militaires — du genre qu’évoque Gray — causerait la mort de 16 millions d’Américains. Plusieurs experts croient qu’un tel échange conduirait probablement à un holocauste nucléaire à large échelle.●

Une guerre nucléaire, ça serait aussi ici

Si nous vivions au Liban ou au Salvador, si nous avons connu le Vietnam, nous aurions une idée concrète, quotidienne, de ce que signifie la guerre. Mais pour nous, et bien que des Québécois et des Canadiens aient participé aux deux grands conflits mondiaux ainsi qu'à la guerre de Corée, la guerre ça se passe toujours ailleurs, loin; c'est toujours la guerre des autres... Malheureusement, une éventuelle troisième guerre mondiale ne ressemblerait en rien aux deux premières... nous n'échapperions pas à une guerre nucléaire. D'abord en raison de la destruction massive encourue par toute la planète. Ensuite parce que, même dans le cas d'un échange "limité", le Canada et le Québec seraient inévitablement considérés comme des cibles, en raison de la participation canadienne à l'OTAN, de ses accords de défense avec les USA, du rôle stratégique de bases militaires comme celle de Bagotville, de centres de recherche comme celui de Valcartier, du nombre d'usines d'armement concentrées dans la région montréalaise.

Dans un exposé présenté à l'Entraide Missionnaire, Victor Levant, spécialiste en relations internationales, expliquait ce qui se passerait si une bombe dotée d'une force d'une mégatonne explosait au-dessus de Montréal. "Le centre-ville sera complètement détruit et tout être vivant sera instantanément vaporisé. A St-Henri, à Hochelaga-Maisonneuve, à Outremont et à St-Lambert, la majorité des bâtiments s'écrouleront; une tempête de feu de 1 400 degrés Fahrenheit brûlera vif tout être humain; à Verdun, à Montréal-Nord, à

Rosemont et à Notre-Dame-de-Grâce, toutes les résidences seront détruites, les personnes seront transformées en projectiles vivants, 50 pour cent agoniseront brûlées au troisième degré. A Dorval, à Pointe-aux-Trembles, à St-Vincent-de-Paul et à Ville St-Hubert, tous ceux et celles qui auront regardé l'explosion seront aveugles et celles et ceux qui l'auront entendue seront sourds. Il n'y aura ni hôpital, ni laboratoire, ni narcotique, ni transfusion de sang, ni serum, ni eau, ni électricité. L'air et la nourriture seront contaminés; les bactéries, les virus et les insectes les plus virulents deviendront mutants. Il n'y aura pas de sanctuaire. Les femmes enceintes avorteront spontanément et celles et ceux qui naîtront seront déformés. La leucémie se répandra. Les personnes survivantes envieront les morts; pas pour longtemps, car deux ans plus tard elles seront toutes mortes aussi.

"Mais dans une vraie guerre nucléaire, Montréal recevra au moins cinq mégatonnes comme toute autre grande ville du pays. Toute région avec un aéroport, une usine d'armements, une centrale nucléaire, une station thermique, une raffinerie, une base militaire et toute ville de plus de 25 000 personnes sera une cible inévitable.

"Les nuages radioactifs envahiront le Grand Nord. La chaleur fera fondre les caps polaires. La couche d'ozone qui nous protège des rayons ultra-violets du soleil disparaîtra et nous serons nus devant l'énergie que nous aurons pervertie." •

Le mouvement pacifiste jouerait-il le jeu de l'URSS?

Martine D'Amours

A ceux et celles qui, d'Europe ou d'Amérique, ont élevé la voix pour revendiquer un désarmement mutuel et contrôlé, à ceux et celles qui, particulièrement en octobre dernier, ont manifesté leur opposition à l'essai et au déploiement des missiles Cruise, les autorités politiques ont souvent répondu qu'ils étaient rêveurs, naïfs, voire même irresponsables. Naïfs parce que "jouant le jeu de l'URSS". Irrresponsables parce que refusant de prendre part "à la défense du monde libre, menacé par la supériorité soviétique". Aux revendications pacifistes, certains opposent même qu'il vaut mieux être mort que rouge ("better dead than red"). Qu'en est-il au juste de cette "menace" et de cette "supériorité"? L'une des deux superpuissances détient-elle une avance dans la course aux armements et, si oui, laquelle? Quel risque y aurait-il à entreprendre le désarmement?

L'état actuel des forces

Dans de nombreux textes et conférences (dont *Mouvements*, automne '83), **Victor Levant** résume ainsi l'état actuel des forces nucléaires à l'Est et à l'Ouest. Il rappelle d'abord que c'est l'Occident qui a produit la première arme nucléaire en 1945 et que, depuis, la tendance occidentale (Etats-Unis en tête) a été de prendre l'initiative de la course aux armements alors que l'URSS a tenté de nous rattraper. Actuellement, l'Union soviétique possède plus de vecteurs stratégiques, plus de missiles sol-sol, plus de mégatonnes, plus d'armements intermédiaires alors que l'Occident détient plus d'ogives, plus de bombes, plus de missiles mer-sol, plus de bombardiers stratégiques et plus d'armes tactiques. "Donc, poursuit-il, en fin de compte, ça se vaut. En fait, nous avons 31 000 armes nucléaires

contre 25 000 pour Moscou. De plus, les nôtres sont plus légères, plus précises, plus dévastatrices. Nos sous-marins ne peuvent pas être détectés par le sonar et seulement un de nos sous-marins Trident, équipé avec 16 missiles, 14 ogives chacun, peut détruire toutes les grandes et moyennes villes soviétiques avec une force équivalente à 2 000 Hiroshima."

Interrogée dans le cadre de ce dossier, Solanges Vincent se prononce dans le même sens.

V.O. Selon le scientifique américain Randall Forsberg, les Etats-Unis et l'URSS seraient aujourd'hui plus près de l'équilibre des forces nucléaires qu'ils ne l'ont jamais été depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

S.V. Disons qu'ils sont plus près de la parité à armes de puissance équivalente. Les armes américaines sont plus précises, elles ont besoin de moins de puissance explosive (mégatonnes) pour atteindre leur objectif. Mais j'hésiterais à parler de parité, compte tenu que c'est le dispersement des armes qui rend invulnérable. Or l'URSS possède la plus grande partie de sa force nucléaire **sur terre**, ce qui la rend beaucoup plus vulnérable que les Etats-Unis qui, eux, ont une force nucléaire répartie à peu près également entre les armes situées sur terre, sur mer et dans les airs.

Qui a peur du désarmement?

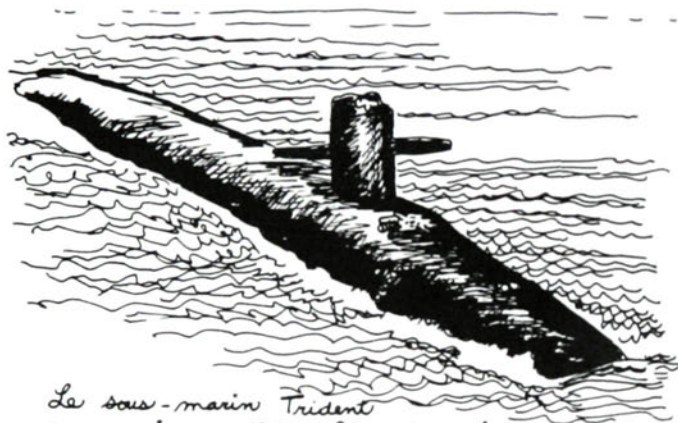
L'argument de la "supériorité" soviétique n'a donc rien à voir avec la réalité. Cependant, les stratèges américains de la défense ont intérêt à perpétuer ce mythe, pour justifier la hausse des budgets militai-



Le premier essai du missile Pershing II en 1982.

L'arme nucléaire peut être une bombe, une ogive, un obus, une mine ou une torpille. Elle peut être envoyée par avion, par artillerie, par des missiles sol-sol ou par sous-marin. Le missile Pershing II, illustré ci-dessus, est un exemple d'un missile sol-sol.

Les missiles développés actuellement, tant par les USA que par l'URSS, peuvent porter plusieurs armes nucléaires, plusieurs ogives. La puissance explosive contenue dans chaque ogive peut varier; certaines d'entre elles contiennent jusqu'à 30 000 000 de tonnes de TNT, soit dix fois la puissance totale utilisée pendant toute la Deuxième Guerre mondiale.



*Le sous-marin Trident
en essai en 1981. Il sert de base de
lancement pour certains missiles.*

res et les contrats octroyés aux industries d'armement. Il existe, aux Etats-Unis, des liens très étroits entre les industries de l'armement, le Pentagone et la commission d'ouverture des crédits au Congrès. En fait, ce sont souvent les mêmes personnes qui se retrouvent à la fois aux postes importants du gouvernement et à la tête d'industries militaires. Par exemple, le général Haig est passé de l'armée à la présidence d'United Technologies (une des huit principales sociétés de l'industrie militaire) avant de devenir responsable des affaires étrangères. Le secrétaire américain à la défense, Caspar Weinberger, se retrouve aussi à Bechtel, dont le secteur militaire va en s'accroissant. Les industriels de l'armement ont donc, en leur sein même, des membres influents de l'administration, qui les conseillent sur la façon d'obtenir des contrats; ils possèdent un pouvoir d'influence énorme. Ce réseau de liens étroits entre industriels et gouvernement, qu'on désigne sous le nom de complexe militaro-industriel, existe aussi en URSS.

Faut-il alors se surprendre que des représentants du complexe militaro-industriel américain affirment que: "l'avènement du désarmement et de la paix

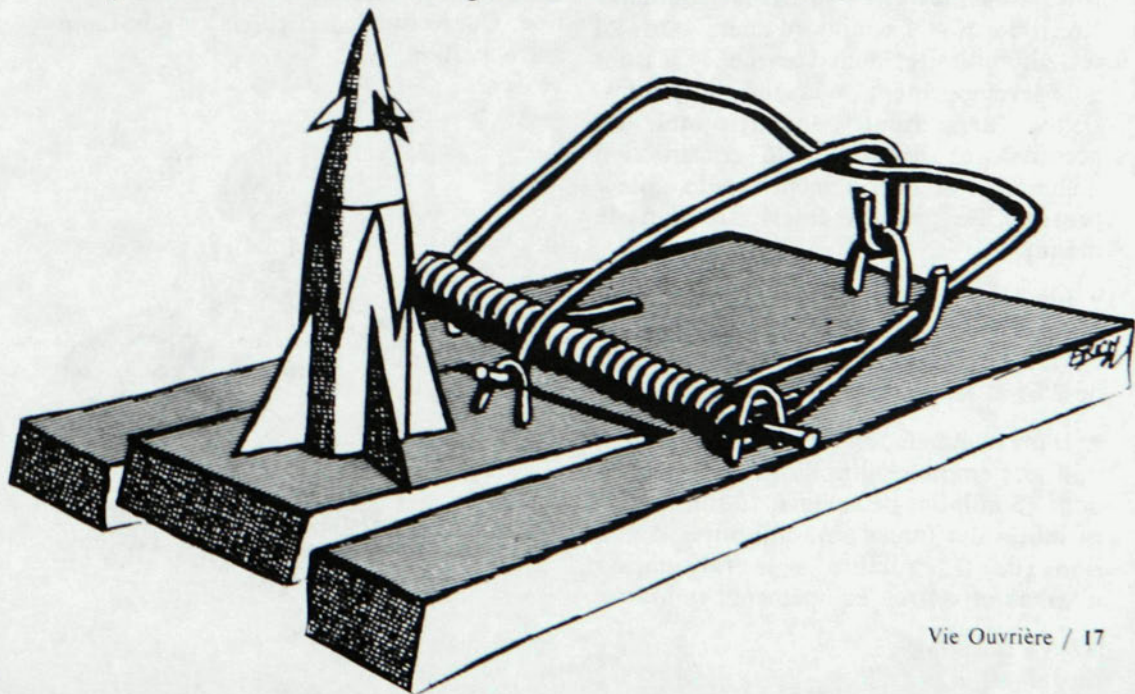
serait désastreux pour la stabilité de l'économie et partant, de la société, à moins que ne soit remplacée la fonction sociale de la guerre et ses préparatifs par une nouvelle forme d'esclavage" (extrait du Report from Iron Mountain of the Possibility and Desirability of Peace, rapport commandé par la Maison Blanche à un comité représentant l'Administration, les industries et les universités, 1967).

Seuls les faucons américains et soviétiques ont de bonnes raisons d'avoir peur du désarmement. Pour nous, il n'y a aucun risque. Pour reprendre Solanges Vincent: "nous demandons un gel de l'armement nucléaire, une désescalade mutuelle et contrôlée, ce qui implique les moyens de vérifier que chacun des adversaires fait des pas dans cette direction. Les superpuissances sont actuellement en mesure de se détruire 60 et 40 fois chacune. Même si le désarmement commençait aujourd'hui, ça prendrait bien du temps avant qu'elles ne puissent se détruire qu'une seule fois chacune. Il n'y a donc aucun risque à entreprendre une désescalade, alors qu'il y a beaucoup de risques à ne pas l'entreprendre." ●

Des retombées plus radioactives qu'économiques

L'escalade nucléaire actuelle fait courir à l'humanité un risque de destruction sans précédent. Mais il n'y a pas que cela. La course à l'armement, c'est aussi le perfectionnement et la multiplication des armes conventionnelles qui servent entre autres à préserver la domination économique et politique des superpuissances sur le Tiers-Monde et à réprimer les populations qui cherchent à s'en libérer.

Favorisée en cela par les politiques gouvernementales, l'industrie canadienne et québécoise contribue à la production d'armement, tant nucléaire que conventionnel. Et cela, sous l'oeil généralement satisfait de M. Tout le monde qui espère trouver de l'emploi et se sortir de la crise grâce aux retombées des avions F-18.



Flashes

sur une économie de guerre

- Les dépenses mondiales pour l'armement s'élèvent à entre 650 et 700 milliards de dollars par année.
- Les armes nucléaires comptent pour environ 1/6 de cette somme, soit plus de 100 milliards \$.
- 50 milliards sont consacrés annuellement à la recherche et au développement pour des fins militaires.
- En 1985, les dépenses militaires grugeront 29% (32% prévu en 1989) du budget américain, soit 305 milliards de dollars. D'ici 5 ans, les USA prévoient consacrer 1,6 trillion \$ = 1.6 milliard de milliards au secteur militaire, dont environ 14% iront au développement d'armes nucléaires. Dans l'armement conventionnel, on accorde une priorité à la construction d'une force de déploiement rapide, apte à protéger les intérêts américains dans le monde.
- Les USA consacrent aux dépenses militaires 7% de leur PNB, les autres pays de l'OTAN 3,7% en moyenne (Canada: moins de 2%) et le Japon 1%.
- Dans le monde, on estime que le secteur militaire emploie 50 millions de personnes dont 25 millions de soldats, 10 millions de membres des forces para-militaires, 5 millions de travailleurs à la fabrication d'armes et autres équipements militaires spécialisés, 4 millions de civils dans les départements de la défense, 500 000 scientifiques.
- Quatre pays - les USA, l'URSS, la France et le Royaume-Uni - sont responsables de 80% des exportations d'armes. 75% de cette production est achetée par les pays du Tiers-Monde. Certains, comme le Brésil, le Chili, Haïti, consacrent entre 25 et 30% de leur budget à des fins militaires. La production d'armement réalisée par les pays du Tiers-Monde eux-mêmes (particulièrement Brésil, Israël, Afrique du Sud, mais aussi Argentine, Corée du Sud, Lybie...) a quintuplé entre 1970 et 1982.



Armement et croissance

Pour nous sortir de la crise, ça prendrait une bonne guerre?

Martine d'Amours

“C'est la deuxième guerre mondiale qui nous a sortis de la grande crise des années '30. La production d'armement crée des emplois, elle contribue à la reprise de l'économie.” Si cette croyance fort répandue était exacte, on aurait pu s'attendre à une reprise économique dès le milieu des années '70, au moment du nouveau “boom” de la course aux armements. Or on sait que, loin de se résoudre, la crise n'a fait que s'approfondir depuis.

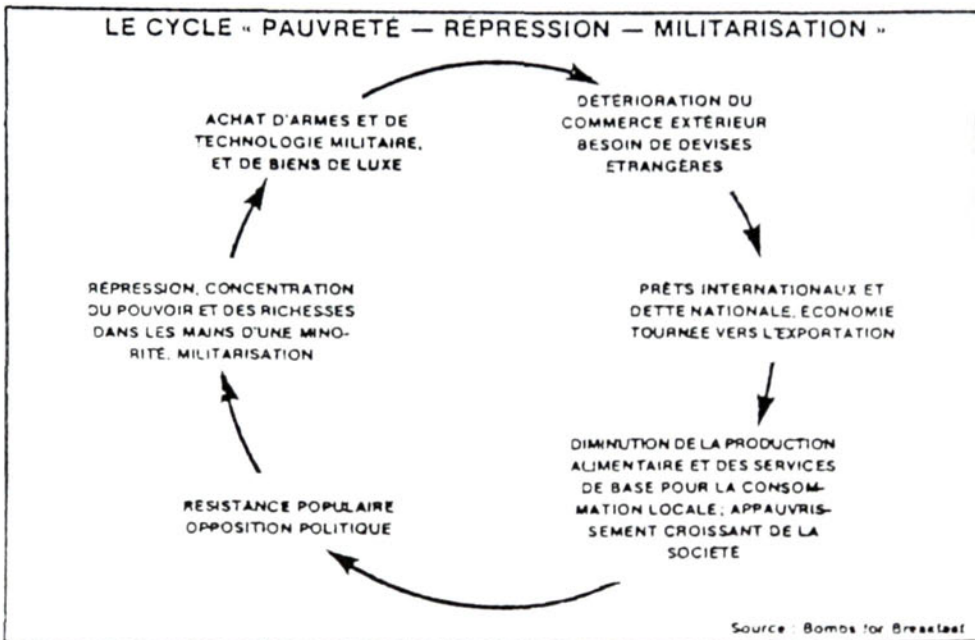
En fait, la production militaire ne peut pas nous sortir de la crise. Vous ne mangez pas de bombes, vous ne vous logez pas dans un sous-marin nucléaire? Moi non plus. L'argent que les gouvernements investissent à produire ces biens qui ne répondent à aucun de nos besoins, ils ne peuvent le mettre dans la relance de l'industrie de la construction, de l'automobile, du vêtement, etc. **Autrement dit, l'accroissement de la production militaire met en péril la relance de l'économie civile. Pire, elle risque d'entraîner l'économie dans une récession sans précédent, parce qu'elle crée l'inflation et des pertes d'emploi.** Enfin,

dans les pays du Tiers-Monde, les dépenses d'armement sont responsables du cercle infernal pauvreté-militarisation-répression.

Fortes dépenses militaires = faible productivité industrielle

Quand un pays affecte le meilleur de ses ressources matérielles et humaines à la recherche et à la production d'une technologie militaire sophistiquée, il n'a plus les moyens de soutenir convenablement son industrie civile. Les États-Unis en sont le meilleur exemple: techniquement capables de détruire l'humanité mais impuissants à rendre leur industrie automobile concurrentielle avec celle des Japonais. Une étude de Ruth Sivard, directrice d'un institut de recherches pour la paix, portant sur le lien dépenses militaires/productivité industrielle pour neuf pays développés (les USA, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne de l'ouest, la Suède, l'Italie, le Danemark, le Canada et le Japon) révélait d'ailleurs que les deux pays ayant le plus haut niveau de dépenses militaires — les

LE CYCLE « PAUVRETÉ — REPRESSION — MILITARISATION »



États-Unis et le Royaume-Uni — détiennent aussi le plus faible taux de productivité industrielle et qu'à l'inverse le Japon, qui consacre le moins d'argent aux dépenses militaires, bat des records de productivité industrielle.

Danger: récession

Qui ne se souvient des conséquences catastrophiques entraînées, il y a deux ans, par la politique des hauts taux d'intérêt: fermetures d'usines, chômage, obligation de vendre sa maison etc.? Cette flambée des taux venait du fait que les pays occidentaux — États-Unis en tête — tentaient de combattre leur déficit énorme — et l'inflation galopante — au moyen d'un régime de restrictions et d'une politique monétaire serrée.

Or les dépenses militaires créent de l'inflation, et de plusieurs façons:

- La plupart des contrats militaires sont indexés. Les entreprises qui les obtiennent ne sont pas incitées à maintenir les coûts le plus bas possible puisque leur

profit est calculé en pourcentage des coûts.

- Les ressources utilisées dans la production militaire ne sont plus disponibles pour la production civile. Étant donné que les matières premières sont ainsi plus rares, leur prix augmente et se répercute sur le prix des biens et services.
- Les gouvernements doivent emprunter pour financer les dépenses militaires; ils augmentent ainsi leur dette et le montant des intérêts au service de la dette, ce qui entraîne une hausse des taux d'intérêt.
- Les contracteurs militaires empruntent aussi pour financer leur production, réduisant ainsi la disponibilité d'argent pour les autres secteurs économiques, ce qui augmente le loyer de l'argent (les taux d'intérêt).

De plus en plus d'économistes américains croient qu'à défaut de couper dans les dépenses militaires, nous risquons une remontée des taux d'intérêt et une nouvelle récession.

Des jobs, quelles jobs?

Martine D'Amours

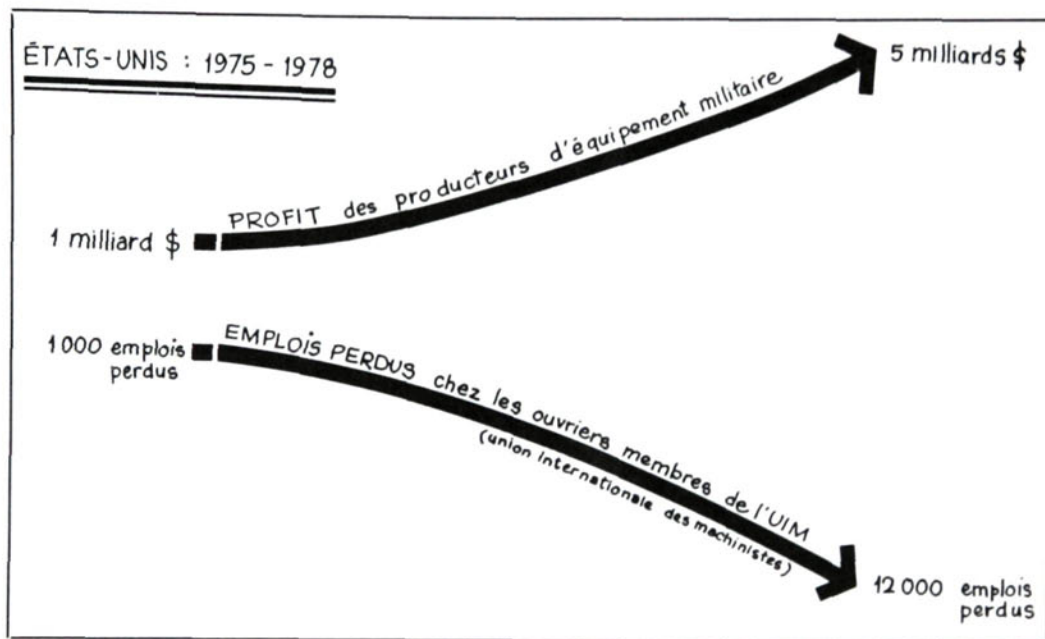
“Mais j’insiste; au moins à court terme, les dépenses militaires créent des emplois. Sinon, pourquoi se serait-on battu pour avoir ici les contrats des avions F-18 et des hélicoptères de Bell?” Oui, comme n’importe quel type de dépenses, les dépenses militaires créent des emplois. Mais de moins en moins, à cause de la haute technologie utilisée. En outre, les emplois qu’elles créent dans le secteur militaire sont moins nombreux que les emplois qu’elles font perdre dans d’autres secteurs de l’économie.

Les dépenses militaires créent peu d’emplois

Un milliard de dollars investi dans l’armement crée 76 000 emplois mais il en créerait 100 000 s’il était investi dans la construction, 139 000 s’il était investi dans le secteur de la santé et 187 000 dans le secteur de l’éducation. Autrement dit, il en coûte plus cher pour créer des emplois dans l’armement que dans d’autres sec-

teurs. Pour la période de janvier 81 à juin 82, les emplois reliés à la défense américaine ont augmenté de 98 000, pour une dépense gouvernementale de 33 milliards \$, ce qui revient à dire que chaque nouvel emploi relié à la défense coûte 330 000\$. Si, en étant généreux, on estime que 200 000 autres emplois sont indirectement créés par cette même dépense, cela signifierait quand même que chaque nouvel emploi découlant directement ou indirectement des dépenses militaires coûte 100 000 \$.

L’industrie militaire crée de moins en moins d’emplois parce qu’elle devient de plus en plus technologisée. En simplifiant, on pourrait dire que l’argent investi dans le secteur militaire achète de la technologie plutôt que du travail. Marian Anderson, une chercheuse américaine, a calculé qu’aux États-Unis l’industrie militaire employait 100 300 machinistes en 1975 et seulement 88 000 en 1978; elle attribue cette perte aux développements technologiques qu’a connus l’industrie.



Finalement, les nouveaux emplois liés aux dépenses militaires sont très spécialisés. La moitié des emplois découlant de la fabrication des missiles MX seront réservés à des ingénieurs expérimentés et à des travailleurs qualifiés. Autrement dit, il ne faut pas compter sur ce projet pour réduire le chômage parmi les jeunes et les travailleurs non-qualifiés. Seules les dépenses militaires affectées au maintien des forces armées peuvent fournir de l'emploi aux jeunes travailleurs sans qualification et, même dans ce cas, peu de postes sont réservés aux femmes.

Les dépenses militaires créent du chômage dans les autres secteurs

Parce que l'argent investi dans l'armement est "enlevé" à d'autres secteurs économiques, il est responsable de pertes d'emplois dans ces autres secteurs. Par exemple, une dépense de 124 milliards \$ du Pentagone a

créé 88 000 emplois de machinistes dans le secteur militaire alors que 118 000 emplois de machinistes dans le secteur civil disparaissaient. Autrement dit, en une année, les machinistes américains ont perdu 30 000 jobs. Si, pour les années 1968 à 1972, on fait le calcul des emplois créés et perdus aux États-Unis en raison de dépenses militaires, on se retrouve avec une perte nette de 840 000 emplois par année. Une dépense moyenne de 80 milliards \$ par année pour faire perdre 840 000 emplois annuellement!

Principaux documents utilisés pour cette partie:
 Regehr et Rosenblum: *Canada and the Nuclear Arms Race*
 Ploughshare Monitor: *Military Production in Canada The Impact of Military Spending on the Machinists Union*
 ISE: *Le désarmement et la reconversion des industries d'armement en production civile*
 Dossier du Mouvement des étudiant-e-s chrétien-ne-s (MECQ) sur la militarisation

Ces contrats qu'on s'arrache: l'industrie québécoise et canadienne de l'armement

Martine D'Amours

Au Canada, on estime que la production militaire emploie quelque 50 000 personnes, dont 38 000 à 40 000 dans la production destinée à l'exportation. Environ 40% de ces travailleurs se retrouveraient au Québec, 40% en Ontario et 20% dans le reste du pays. 200 000 emplois supplémentaires dépendraient de la production militaire destinée à l'exportation.

Le Canada exporte 82% de sa production militaire: 60% aux États-Unis, 12% en Europe et en Australie et 10% dans les pays du Tiers-Monde. Les 18% qui restent sont destinés aux Forces armées canadiennes. Les exportations militaires ont plus que doublé ces dernières années; en 1982, celles à destination des États-Unis dépassaient le milliard de dollars.

Une autre caractéristique de la production canadienne d'armement réside dans le fait qu'elle est spécialisée dans deux secteurs principaux: l'avionnerie et l'électronique. Depuis 1959, le Canada a exporté pour 8,7 milliards \$ de matériel militaire, dont 48,3% d'équipement aérospatial et leurs composants, 31,3% d'équipement électrique et électronique et leurs composants, 9,3% d'armements, 6% d'équipement maritime et leurs composants et 5,1% d'équipement mécanique de transport et leurs composants. Prises dans leur ensemble, les industries aérospatiale et électronique dépendaient des ventes militaires pour environ 20% en 1981 mais cette proportion a tendance à augmenter.

Enfin, la majeure partie de la production d'armement est effectuée par un nombre

restreint de firmes. Alors que plus de 600 entreprises canadiennes auraient une capacité d'exportation militaire, environ 150 sont actives dans ce domaine et moins de 30 se partagent le gros des exportations. Parmi les 20 plus importantes entreprises exportatrices d'armement, des noms connus: Canadair Ltd, Canadian Marconi, Litton Systems, Pratt and Whitney...

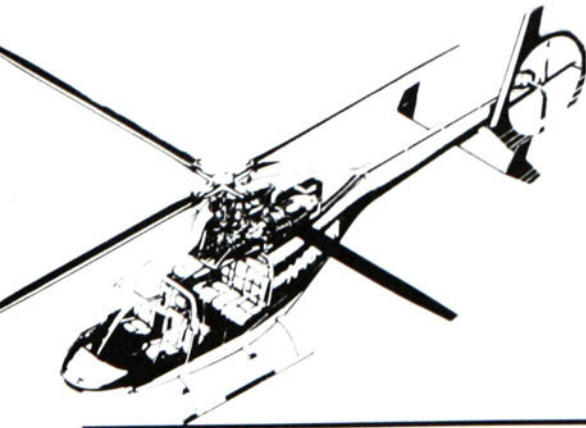
Quels impacts cette production militaire et, plus généralement, les dépenses diverses consacrées à l'armement (recherche, achats, etc) ont-elles sur notre économie? En fait, le Canada consacre une faible partie de son budget aux dépenses d'arme-

ment, si on la compare à celle qu'affectent les États-Unis et l'URSS. Selon le modèle de Ruth Sivard, nous devrions avoir, du fait de cette faible proportion de dépenses militaires, un fort taux de productivité industrielle. Or, il n'en est rien. Le Canada détient à la fois le deuxième plus faible taux de dépenses militaires et le troisième plus mauvais taux de productivité industrielle. Pourquoi cela? En partie à cause du fait que notre industrie d'armement est très reliée à celle des États-Unis, et qu'elle en partage "l'inefficacité" industrielle et sociale.

Des petits hélicoptères "inoffensifs"...

Le 7 octobre dernier, les gouvernements provincial et fédéral annonçaient leur intention d'investir ensemble au moins 275 \$ millions pour l'implantation de l'usine de Bell Helicopter (filiale de l'américaine Textron) à Mirabel. Coût total du projet: 514 millions \$. Création d'emploi

annoncée: 2 111. Or, dans une série d'articles publiés dans *Le Devoir* (16 au 18 avril 1984), Guy Charpentier et Gilles Provost démontraient qu'en raison du plafonnement du marché de l'hélicoptère et du retard technologique de Bell, il est à peu près impossible que la compagnie atteigne le chiffre d'affaires prévu et qu'en conséquence, rien n'indique qu'elle pourrait embaucher plus de 600 à 700 travailleurs, comme son concurrent ontarien. Si tel était le cas, Bell aurait reçu 400 000 \$ par emploi créé. Les "retombées" sont difficiles à prévoir pour le moment puisque Bell ne s'est pas engagée par contrat à produire un nombre minimum d'hélicoptères ni à créer un nombre minimum d'emplois, sauf en ce qui concerne la recherche et le développement.

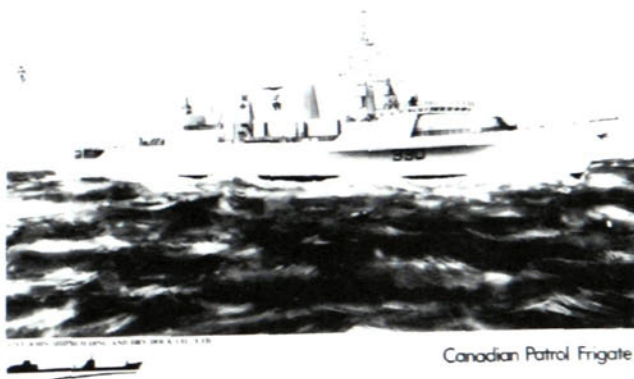


... aux frégates de guerre

L'an dernier, le ministère des Approvisionnements et Services donnait à la compagnie Saint John Shipbuilding and Dry Dock, du Nouveau-Brunswick, le contrat de construction de six frégates de patrouille. Cette compagnie sera chargée de gérer l'ensemble du projet (coût estimé: 2,85 milliards \$ pouvant aller jusqu'à 3,02 milliards \$), alors que son principal sous-traitant, Paramax Electronics (une filiale de la compagnie américaine Sperry) assumera l'intégration des systèmes électroniques. Trois frégates seront construites dans les chantiers de la Saint John, au Nouveau-Brunswick, et trois autres aux chantiers navals de Marine Industries, à Sorel. Les frégates construites à Sorel seront équipées par la société Versatile Vickers, de Montréal.

Par ce projet, le Canada se dote d'une technologie de guerre navale très avancée. Seulement pour les frégates, la Société Paramax s'est engagée à effectuer des travaux de recherche et de développement d'une valeur de 35 millions \$ ainsi que d'autres travaux de recherche et développement pour une valeur de 16 millions \$ supplémentaires.

Les politiciens ont beaucoup insisté sur le contenu majoritairement canadien de ce programme, ainsi que sur la création



Canadian Patrol Frigate

d'emplois escomptée, 30 000 emplois/année, "surtout dans l'industrie de la construction navale, mais aussi dans celle de l'électronique". Or, un rapport de recherche commandé par la CSN soulignait que 80% des contrats d'armement des frégates (une valeur de 534 millions \$) iront aux Américains. Il évaluait aussi que la portion du contrat consacrée à la construction navale créerait à peine 400 emplois à Vickers, 400 à Sorel et 800 à St-John. Un article de *La Presse* révélait de plus que Paramax prévoit "importer" de la main-d'oeuvre spécialisée d'autres pays, particulièrement de la Grande-Bretagne, et compte obtenir une "entente" concernant la langue de travail.

En 1958, le Canada et les États-Unis signaient des accords connus sous le nom de Défense Production Sharing Agreements (Accords sur le partage de la production de défense). Il s'agit, sur le plan de la défense, d'un pacte semblable à celui de l'automobile, qui supprime la plupart des tarifs douaniers de façon à ce que la production puisse circuler plus librement d'un pays à l'autre. Par ces accords, le Canada se dotait d'une porte d'entrée sur le marché américain, en même temps qu'il laissait s'installer une "division du travail" à l'avantage des États-Unis. En effet, les USA sont le véritable maître d'oeuvre; ils assurent la production des systèmes d'armements alors que le Canada fabrique des composants pour ces systèmes. De plus le Canada doit participer aux coûts de la recherche et du soutien technologique aux entreprises et, depuis 1963, il doit acheter du matériel de défense américain pour la même somme que ce qu'il vend. L'impact économique de "l'échange" est évidemment désastreux, 1 milliard \$ n'ayant pas la même signification au Canada qu'aux États-Unis.

Cette intégration à l'économie militaire américaine explique sans doute pourquoi le Canada accroît actuellement ses dépenses militaires: le budget de la défense est passé de 2,5 \$ milliards en 1975 à 9,6 \$ milliards prévus en 1985. Pourquoi également il augmente le budget du D.I.P. (programme de subvention pour les industries du matériel de défense) qui est passé de 58 millions \$ en 1979-80 à 155 millions \$ en 1981-82, avec un 27% d'augmentation supplémentaire pour 1982-83.

Les compagnies choyées par ces subventions s'en servent-elles pour créer des emplois? Il semble bien non: de Havilland de Toronto a reçu 500 millions \$ depuis l'automne 82, en plus d'une marge de crédit de 450 millions \$; récemment, cette compagnie réclamait encore 1 milliard \$ pour assurer sa survie durant les 5 prochaines années. En même temps, elle se proposait de mettre à pied quelques centaines de ses 2 000 travailleurs et de demander des concessions salariales aux autres.



Le Canada, apôtre de la paix?

“Avec une proportion croissante de son budget consacré à l’armement, en 1982, 6.3 milliards \$ comparativement à 1,2 milliard \$ pour l’aide au développement, on ne peut nier que le Canada se militarise. Mais a-t-il vraiment le choix? La mission Trudeau ne prouve-t-elle pas qu’au contraire, le gouvernement canadien travaille à la cause de la paix?”

Le Canada a ceci de particulier qu’il n’a jamais possédé d’arsenal nucléaire en propre, ce qui lui permet de prôner la discussion sur le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires. Cependant, il est directement associé à l’escalade actuelle, et de plusieurs façons:

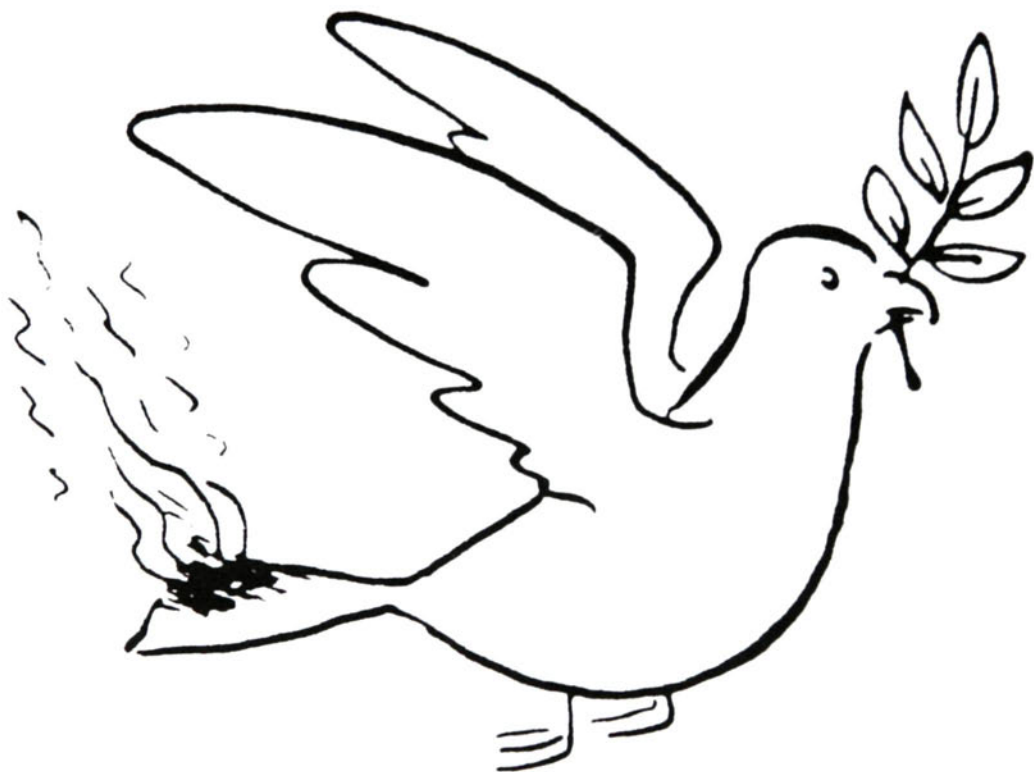
- L’uranium exporté par le Canada peut servir à la fabrication d’armes nucléaires. Il a été établi que des liens directs et indirects existaient entre les compagnies d’uranium d’ici et des compagnies étrangères productrices d’armes nucléaires.
- Le Canada est associé au réseau américain de systèmes de détection et de communications: vital en cas de guerre nucléaire.

- Les industries canadiennes produisent des composantes d’armes nucléaires américaines: le système de guidage du missile Cruise, le bras de la navette spatiale, des pièces de sous-marins nucléaires et de lance-missiles. Litton’s (système de guidage des Cruise), Spar Aerospace (bras de la navette spatiale), Versatile Vicker’s et d’autres reçoivent des subventions gouvernementales dans le cadre du programme D.I.P.

- Le Canada a déjà accepté, par le passé, de tester du matériel (avions par exemple) susceptible de transporter des armes nucléaires. L’an dernier, Trudeau acceptait les essais des missiles Cruise, disant que cela faisait partie de nos engagements envers l’OTAN. Or, ceci est inexact: il a toujours été entendu que le rôle du Canada dans l’OTAN ne serait pas de nature nucléaire; de plus, le missile Cruise n’est même pas une arme de l’OTAN.

En apportant sa contribution au développement des Cruise et de la navette spatiale particulièrement, qui font partie de l’arsenal américain de première frappe, le Canada s’associe directement à l’escalade nucléaire.





Production militaire: un dilemme pour les syndicats

Louis Favreau, formateur au Centre de formation populaire

“La production militaire du Canada a doublé en 5 ans” titrait le journal *La Presse* du 14 novembre dernier. Depuis '79 en effet, elle bat son plein, au Québec particulièrement, puisque la moitié des 200 entreprises canadiennes liées à ce type d'activité économique se retrouvent ici-même, surtout dans la région métropolitaine.

Précisons de quoi il s'agit: **Canadair, Pratt and Whitney, Vickers, Bombardier...** ça vous dit

quelque chose? Vous êtes dans les hautes sphères de la production militaire, secteur des transports et de l'avionnerie. **Expro, Valcartier, les Arsenaux canadiens...?** Vous touchez du doigt la fabrication québécoise d'explosifs, de munitions et de fusils. Et **Spar, Aviation Electric, Marconi...** Vous y êtes... on y produit des instruments électroniques de détection et de télécommunications.

Armement: le nouveau casse-tête des syndicats

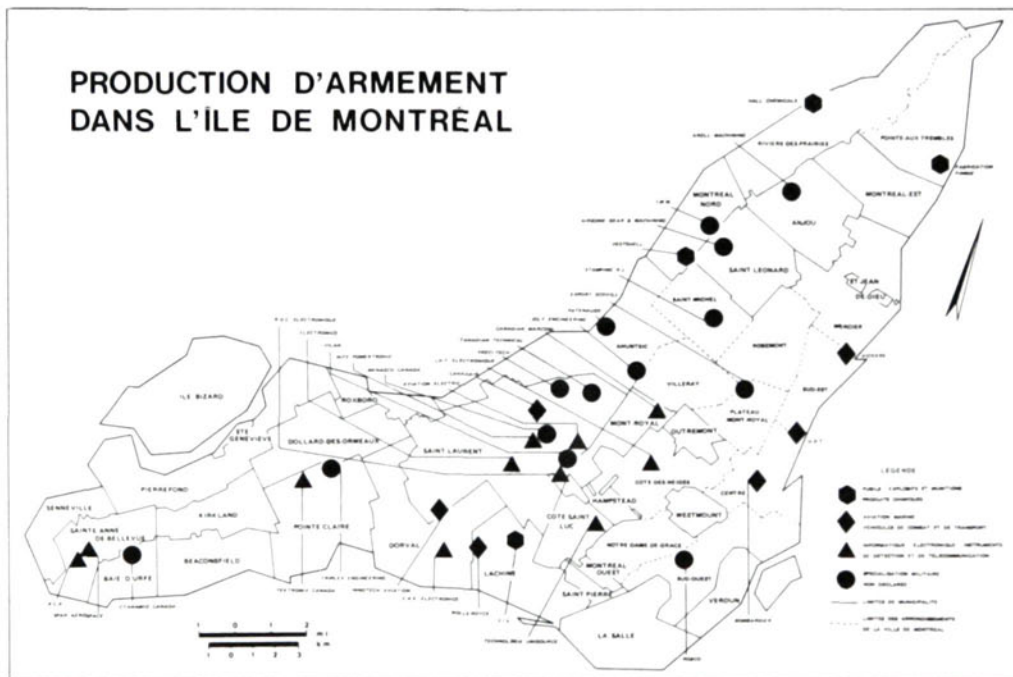
Vous pensiez sans doute que Marconi produisait paisiblement de bons radios et téléviseurs, qu'Expro fabriquait des explosifs pour les chantiers de construction de la Baie James, que Bombardier s'occupait des wagons de métro ou que Vickers construisait des bateaux pour notre commerce international. Vous n'avez pas tort, mais cela n'est que la face visible, souvent fort mince, de leur production. Quelques chiffres pour vous en convaincre: à Expro, 70% de la production est militaire; à Valcartier, c'est du même ordre; à Aviation electric, "L'entreprise n'existerait pas sans cela", de l'avis de Roger Muller, le vice-président du syndicat; à Versatiles Vickers, "la production militaire est de premier ordre parce qu'on fabrique des pièces de réacteurs nucléaires, de sous-marins, de lance-torpilles et de lance-missiles, affirme le président du syndicat, Fiorino Bianco".

Aux prises avec cette question que font les syndicats? Comment réagissent les travailleurs

impliqués dans ce type de production? Quelle attitude adoptent les militants syndicaux sensibles aux conséquences sociales, politiques et morales d'une production inscrite dans l'engrenage infernal de la guerre?

D'emblée "personne ne veut porter l'odieux de défendre la production d'armements" affirme Normand Guimond, permanent au Conseil du travail de Montréal (FTQ). Ce sursaut de dignité indique le minimum vital, la barre en-dessous de laquelle on ne veut pas descendre. Partant de là les gestes, attitudes et positions sont diverses: "Il faut bien gagner sa vie" affirment les uns tandis que d'autres, moins fatalistes mais bien minoritaires encore, disent: "On s'interroge sur les reconversions possibles mais le débat ne fait que commencer" (Paul Cossette, ex-président du syndicat d'Expro à Valleyfield). Certaines directions syndicales ont pris le taureau par les cornes. "Les TUA ne peuvent vivre isolés des événements mondiaux... Nous avons la responsabilité de tout essayer pour em-

PRODUCTION D'ARMEMENT DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL



pêcher une guerre nucléaire”, déclare Bob White, directeur canadien des TUA lors d’une réunion du conseil de son syndicat. Des militantes et militants de ce syndicat emboîtent d’ailleurs le pas. Ainsi, Marg Hewitt, militante de la section locale 1421 de la Smith and Stone à Georgetown en Ontario, travaille en ce sens dans le cadre du Conseil du travail de Brompton et s’est débattue pour faire inscrire la question du référendum sur le désarmement nucléaire au bulletin de vote municipal. Avec succès d’ailleurs puisque l’automne dernier, à Georgetown, 75% des électeurs se sont prononcés en faveur du désarmement. (1)

Mais d’autres directions syndicales se font tirer l’oreille, cherchent ou piétinent. C’est le cas de la Fédération de la métallurgie (CSN) qui n’a pas encore pris position sur la question. Il faut toutefois mentionner que la direction de cette fédération marche sur des oeufs...et qu’elle le sait fort bien: 10 000 de ses 23 000 membres sont impliqués dans la production militaire. Par-delà les emplois, le problème de fond est le

suivant: “Nous n’avons aucun droit de regard sur le produit que nous fabriquons.” Problème de taille puisqu’il soulève toutes les questions à la fois: pourquoi travailler à produire ceci plutôt que cela? Comment imposer de nouveaux choix de société (dans ce cas-ci, la fabrication de produits socialement utiles)? Comment en arriver à peser sur le contrôle de la production?

Manifestement, ces syndicats ne peuvent porter seuls le poids du problème et mener isolément la lutte pour le désarmement. D’éventuels succès dépendront en partie de la vigueur du mouvement pour le désarmement à l’intérieur même des syndicats, mais aussi et peut-être surtout dans la “community”, comme on dit au Canada anglais pour désigner les groupes de quartiers, de femmes, de retraités, d’étudiants, etc.

(1) Tiré de *Solidarité*, le magazine national des TUA.

A Expro, à Aviation Electric, à Valcartier

Des militants s'interrogent... des fois plus, des fois moins



Entrevues et texte: Louis Favreau

Expro de Valleyfield: de 600 à 650 employés, dont 150 engagés au cours de la dernière année. **Production:** des explosifs, des poudres propulsives, de la nitrocellulose et de l'acide. **Principaux clients:** les Arsenaux canadiens, les industries Valcartier de Québec, la CIL à Beloeil, la Celanese, de même que les entreprises américaines Honeywell, Dupont, Ford, Aerojet. **Destination des produits:** 19 pays, dont les Philippines, le Brésil, la Colombie, le Venezuela, le Mexique. **Production militaire:** 70%. **Syndicat:** CSN, Fédération de la métallurgie.

Bertrand Vallée travaille à Expro depuis 2½ ans. Il milite dans son syndicat depuis 1½ an, est actuellement délégué de département et membre du conseil syndical. "Lorsqu'on aborde la question de produire ou non de l'armement, la réaction première est de penser que nos jobs sont en jeu. On travaille là-dedans et il est difficile de voir autre chose. L'an dernier, nous avons tenté de faire le débat dans notre syndicat. Les gars ont dit: "c'est dur, c'est écoeurant, mais que voulez-vous qu'on y fasse?" Et puis c'était pendant l'enquête publique sur la santé-sécurité à Expro; on

venait de subir un lock-out... La priorité allait alors de ce côté."

Paul Cossette, jusqu'à récemment président de ce syndicat, affirmait, lors d'une assemblée tenue au Conseil central de Montréal en octobre '83: "On s'interroge chez nous sur les reconversions possibles mais il y a une dizaine d'années, le débat était bien mal parti". Plusieurs s'en souviennent encore. Michel Chartrand, alors président du Conseil central, les avait accusés "d'avoir les mains tachées de sang". C'était les accuser sans leur offrir d'alternative. "Aujourd'hui, poursuit Paul, nous cherchons à discuter avec les groupes pour la paix; on est ouverts à la reconversion, mais par où commencer? Il faut que cela soit étudié au niveau de la Fédération de la métallurgie, car ce n'est pas encore bien concret, bien précis."

Selon Bertrand, "la reconversion, ça se jase au conseil syndical, mais dans mon département et pratiquement dans toute l'usine, le monde se sent très impuissant à changer cette réalité. Comme travailleurs, on n'a pas de contrôle sur la production. Et puis la guerre, c'est hors de notre portée... les Etats-Unis, l'URSS, les missiles Cruise, la complicité du gouvernement fédéral... on se sent bien petits devant tout cela. Par contre, je suis d'accord pour dire qu'il faut faire quelque chose, que c'est une question à reprendre, **d'abord entre nous au conseil syndical** pour se sentir plus solides, pour voir plus loin, pour être en avant des questions de notre assemblée. **Les portes de sortie sont dures à trouver, mais ce n'est pas une raison suffisante pour laisser le débat sur les tablettes.**"

Industries Valcartier à Québec: 550 employés (en 1978, ils étaient 1 000, en sep-

tembre dernier 400, on assiste présentement à une remontée). **Production:** munitions de tous genres. **Principal client:** le ministère de la défense. **Production militaire:** entre 60 et 70%. **Syndicat:** CSN, Fédération de la métallurgie.

Aux industries Valcartier, le syndicat CSN est nouveau. Il n'a pas encore 2 ans (accreditation obtenue le 29 septembre '82) et la convention collective a été signée en septembre dernier. "La connaissance de l'entreprise n'est pas encore au point; on a été 19 mois sans contrat de travail suite au changement d'allégeance; on est encore dans une période de construction du syndicat, ce qui demande beaucoup de temps, d'explication, d'autant que, ces temps-ci, le boss serre la vis dans l'application de la convention", m'explique le président du syndicat.

"Sur le fait d'être engagés, comme travailleurs, dans l'industrie de l'armement, je dirais que peu de monde chez nous s'y arrête présentement. Si on s'arrête à tout ce qu'on peut faire avec des balles de fusil, on "badtrippe" à coup sûr. **Mais c'est un peu comme lorsqu'on travaille dans le danger: on finit par ne plus s'en rendre compte.** Je dirais aussi que personne ne fait ce type de production par plaisir. En fait, on n'a pas le choix."

— **Et peut-on envisager la reconversion de l'entreprise?**

— Je suis certain qu'en principe, tous seraient d'accord pour transformer la production de manière à fabriquer autre chose que du militaire. Mais quoi en pratique? Par ailleurs, j'imagine que cela impliquerait des coûts énormes mais je ne suis pas contre le fait de regarder ce qui peut être possible de ce côté-là.

— Pensez-vous avoir le temps disponible pour ce faire?

— Difficile. Un syndicat neuf nécessite beaucoup d'éducation syndicale de base. Notre priorité actuelle, c'est l'application de notre convention collective.

— Comment réagis-tu au fait que le congrès de la CSN de '82 se soit prononcé pour le désarmement.

— Je suis porté à dire que lorsque la centrale prend des positions, elle devrait d'abord regarder comment ça se passe dans les syndicats concernés. Par exemple, nos membres n'aiment pas les informations sur le désarmement qui circulent dans l'édifice de la CSN (à Québec): ils pensent qu'on remet en cause leur gagne-pain.

Aviation electric à Montréal: de 700 à 800 employés (25% de mises à pied depuis 2 ans). Propriété: Allied Bendix Aerospace

Produits de haute technologie

Systemes de contrôle de turbines

Votre connaissance des systèmes reliés aux moteurs d'avion en général et des contrôles de carburant en particulier pour des turbopropulseurs et des hélicoptères peut vous ouvrir la porte à des expériences de travail très satisfaisantes.

Considérez un travail non-routinier où vous demeurez en charge de votre projet du début à la fin, à partir de l'interprétation des besoins des clients, des modifications conceptuelles, des essais du prototype, de la mise en marche de la production, jusqu'à l'installation finale sur le terrain.

Capable d'initiative, vous êtes doué d'un esprit analytique. Mais surtout, vous êtes hautement motivé par la fierté de vos réalisations qui consistent à développer et à adapter un produit de renommée mondiale aux besoins de nos clients de l'industrie aérospatiale.

Notre environnement de travail est dynamique: il comprend des programmes de recherche et de développement et des équipements modernes tels que CAD/CAM, la simulation par ordinateur, etc. La dimension humaine fait toute la différence. Les efforts individuels et de groupe sont récompensés par un programme de participation aux bénéfices.

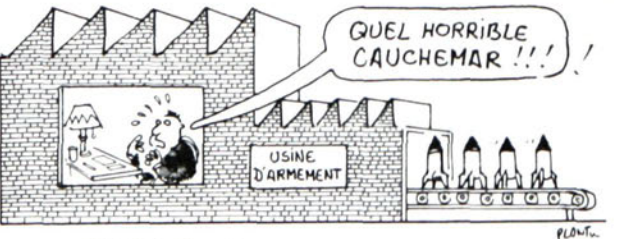
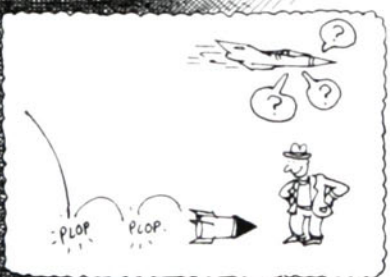
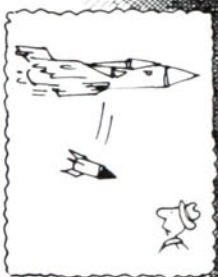
Veillez soumettre votre curriculum vitae à Mario Donati — (514) 744-2811, poste 100. Discretion assurée.



ALLIED Bendix
Aerospace

**Aviation
Electric Ltd**

200, boulevard Laurentien
St-Laurent (Québec) H4M 2L5



(depuis 1981). **Production:** des pièces d'avion (des injecteurs, équivalents pour l'avionnerie des carburateurs dans l'automobile), des instruments de vol (radars). **Principal client:** le ministère de la Défense. **Production militaire:** majoritaire ("sans cette production, l'entreprise n'existerait pas"). **Syndicat:** section locale 1849 des Travailleurs unis de l'automobile (TUA), affilié à la FTQ

Tout de go, Roger Muller, vice-président du syndicat, affirme que "la philosophie politique des TUA s'oppose à la production d'armements, que les investissements doivent aller à d'autres fins que militaires". En cela, il va dans le sens de la position adoptée par les dirigeants nationaux des TUA. Non seulement les dépenses militaires nous coûtent-elles effectivement des emplois, mais encore réduisent-elles considérablement notre compétitivité. En effet, au milieu des années '60, les Etats-Unis ont mis beaucoup d'argent dans l'électronique militaire, pour les besoins de la guerre au Vietnam. Les Japonais, forcés de limiter leurs dépenses d'armements par les traités qui ont mis fin à la 2ème guerre mondiale, ont développé leur recherche électronique en fonction du marché de la consommation. Résultat: le Japon a pris de l'avance alors que les Etats-Unis et le Canada traînent derrière.(1)

"Il n'en demeure pas moins qu'on a besoin d'un emploi et que le système continuerait même si je m'arrêtais de travailler là-dedans. Les changements devraient venir de la volonté politique de nos gouvernements; c'est une question de législation.

¹ Tiré de Solidarité, magazine national des T.U.A. été '83

PLANT...

C'est en ce sens que, comme syndicat, nous avons appuyé la marche pour la paix du 22 octobre dernier."

— **Et la reconversion?**

— Pour l'instant, la préoccupation est présente seulement au niveau des dirigeants. Ce n'est donc pas pour un avenir proche. On est encore à l'étape de sensibilisation de nos membres: s'il y a un **conflit nucléaire, une convention collective ne servira pas à grand-chose**. Malheureusement, nous sommes encore peu nombreux à faire ce travail et nous disposons de peu de matériel en français pour le faire.

— **Est-ce une priorité syndicale?**

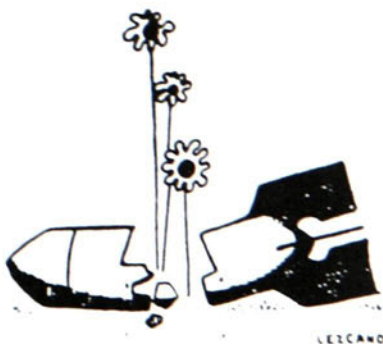
— A court terme, notre problème c'est le chômage. A cet effet, nous avons créé un fonds de solidarité local pour soutenir nos membres mis à pied et nous revendiquons un déblocage de fonds qui seraient consacrés au recyclage et à l'éducation en rapport avec les nouvelles technologies.

— **Comme syndicat, avez-vous été impliqués dans le dossier de Bell Helicopter?**

— Nous avons fait des démarches auprès des gouvernements fédéral et québécois pour que Bell Helicopter vienne s'installer ici. En réalité, Bell Helicopter pourrait se lancer dans une production commerciale et non pas militaire, compte tenu du fait que le Québec est un grand utilisateur d'hélicoptères pour des fins commerciales. Qu'on pense par exemple au transport de matériel et d'hommes à la Baie James...

Les TUA réagiront-ils?

En réponse à une série d'articles parus récemment dans *Le Devoir* (16 au 18 avril '84) qui contestaient la viabilité économique du projet de Bell Helicopter, le président de Bell Helicopter Textron, M. Léonard Horner, se disait confiant dans la possibilité d'écouler la production dans le secteur militaire, qui devrait constituer 50% du marché de la compagnie. Pourtant, comme le souligne Roger Muller, avant cette déclaration, on avait toujours dit que les hélicoptères construits à Mirabel seraient surtout destinés au marché civil. Les TUA réagiront-ils à cette nouvelle donnée du problème?



Les organisations syndicales devant l'urgence du désarmement

Propos recueillis par Louis Favreau

Au Conseil central de Montréal (CSN): un premier débat animé

5 octobre '83, à deux semaines de la grande mobilisation pour la paix, le Conseil central de Montréal - qui regroupe les 350 syndicats CSN de la région métropolitaine - tient son assemblée générale mensuelle. S'y retrouvent près d'une centaine de délégué-e-s de syndicats locaux et une dizaine d'observatrices et observateurs. Point principal à l'ordre du jour: désarmement et manifestations du 22 octobre.

Francine Dubé, secrétaire exécutive du Conseil central et chargée d'organiser la discussion sur le sujet, sait que la question est litigieuse. Va-t-on à la marche ou à la chaîne? Pourquoi y a-t-il deux activités différentes? Qui favorise quelle paix? Elle sait

aussi que les délégué-e-s sont peu familiers avec le problème. En accord avec le conseil syndical, elle choisit de commencer... par le commencement, c'est-à-dire d'amener le débat sur l'enjeu du désarmement, en fournissant le maximum d'informations possible. Les 90 minutes consacrées à la discussion sur le désarmement serviront donc à: 1) s'informer de la situation générale avec une personne-ressource qui n'est pas du mouvement CSN, 2) fournir à des militants syndicaux d'entreprises de production militaire l'occasion d'informer les délégué-e-s et de s'expliquer, 3) favoriser un échange entre intervenants et délégués, 4) inviter les délégué-e-s à participer aux activités du 22 octobre, l'une et l'autre si possible.

Après un exposé de Madeleine Jacques sur les grands axes du problème, Paul

Cossette d'Expro et Fiorino Bianco de Versatiles Vickers présentent leur entreprise et la discussion s'engage. A des degrés divers, l'ensemble des délégués réproouvent la production militaire, surtout dans le contexte actuel d'une menace de conflit nucléaire. Alors que faire? Comment le faire?

L'idée de la reconversion industrielle est mise sur la table. Cossette dit que, règle générale, les travailleurs d'Expro seraient ouverts à des projets qui étudieraient d'autres utilisations possibles pour les explosifs qu'ils fabriquent, ex. pour des chantiers de construction ou pour des feux d'artifices. Bianco de Vickers - qui est aussi un des vice-présidents de la Fédération de la métallurgie - se montre plutôt sceptique et ricaneur: "que pourrait-on faire à la place

des pièces de sous-marins ou de lance-missiles? Des chaloupes?" La blague n'est guère prise: "non pas des chaloupes, mais peut-être des bateaux de pêche commerciale", de répliquer un délégué.

Perspective en vue: un travail d'éducation de longue haleine et surtout, au plus sacrant, des alternatives concrètes, précises... et un déblocage de budgets à la centrale pour développer des projets de reconversion là où les travailleurs y seraient favorables. Suites possibles à court terme: en juin prochain, des délégués CSN se rendront à un colloque international sur la reconversion industrielle à Boston, sur l'invitation lancée en mars par Conrad Johnson qui travaille sur cette question avec des syndicats américains.



Le Conseil du travail de Montréal (FTQ): une longueur d'avance

Dès juin '83, le Conseil du travail, via son exécutif (15 personnes en provenance de 12 syndicats différents), prend l'initiative de rencontrer des dirigeants du Conseil du travail de Vancouver, qui lui font part de leur expérience de mobilisation syndicale sur la question du désarmement et de la paix. Par la suite, à plusieurs reprises, on va chercher des appuis; on suscite, dans un certain nombre de syndicats, des débats en rapport avec la grande marche du 22 octobre. Au mois de septembre, l'assemblée générale du CTM discute de la grande marche et même du projet de caravane pour la paix. L'assemblée d'octobre invite André Jacob, du Conseil québécois pour la paix. Au bout de la ligne, une douzaine de syndicats et 4 Conseils du travail parrainent officiellement la grande marche; la FTQ fournit à elle seule la moitié du service d'ordre et, selon l'estimé d'un permanent du CTM, entre 2 000 et 3 000 membres de la FTQ participent à l'événement.

Pourquoi la grande marche plutôt que la chaîne? "On a déploré que deux activités apparaissent comme concurrentes; on a assez de vivre la concurrence syndicale sans la vivre ailleurs, explique Normand Guimond, permanent au CTM. On a choisi la grande marche pour une raison bien simple: question de continuité, c'est-à-dire que nous avons commencé en juin une démarche avec le Conseil québécois pour la paix, alors que nous avons appris beaucoup plus tard le projet d'une chaîne, mis de l'avant par le Comité 22 octobre."

A la FTQ, on ne s'est pas arrêté au fait que le Conseil québécois fasse reposer la res-

ponsabilité de la course aux armements sur les Etats-Unis, en faisant peu de cas de la responsabilité soviétique. "Notre motivation allait d'abord au principe de la paix et à la sensibilisation à faire, non sur les responsabilités et les querelles politiques qui pouvaient entourer l'organisation des activités du 22 octobre."

Des suites? Le gros des efforts porte sur l'organisation de la Caravane pour la paix, dans laquelle le CTC joue un rôle moteur. Au CTM, on me dit même que du monde du CTC travaillent à plein temps là-dedans. Perspective de cette mobilisation: faire des pressions pour stopper, voire éliminer l'armement nucléaire au Canada, faire cesser les essais des missiles Cruise ainsi que la recherche, la fabrication et le transport d'armes nucléaires au pays.



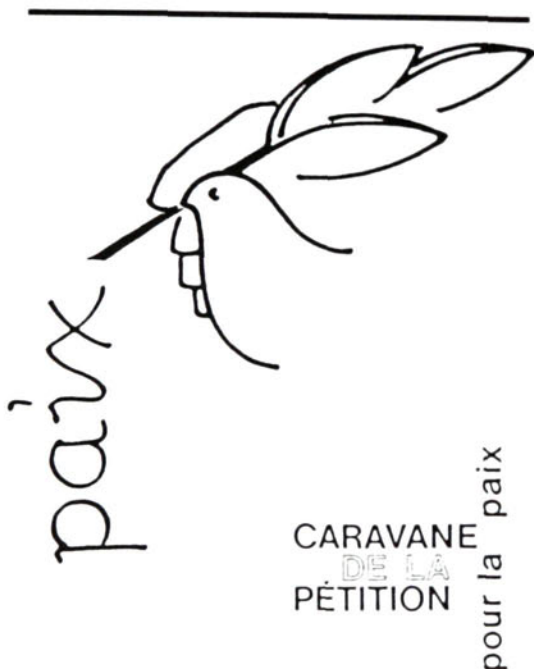
Mouvements pacifistes: qui favorise quelle paix?

Martine D'Amours

On se souvient que les manifestantes et les manifestants du 22 octobre dernier, à Montréal, avaient le choix entre deux activités. D'un côté, le Comité du 22 octobre appelait à former une chaîne humaine entre les consulats américain et soviétique, pour signifier la condamnation de l'essai et du déploiement des armes nucléaires tant à l'est qu'à l'ouest et pour exprimer une solidarité avec les mouvements pacifistes indépendants qui luttent à l'intérieur même des pays de l'est. De l'autre, le Conseil Québécois de la paix organisait une grande marche pour la paix, mettant d'abord l'accent sur l'opposition à la participation canadienne et américaine à la course aux armements et revendiquant pour le Québec un statut de zone libre d'armes nucléaires. Si tous les pacifistes s'entendent pour condamner la participation canadienne à l'essai et au déploiement des Cruise, il demeure entre eux une différence importante: alors que les uns attribuent une égale responsabilité aux deux superpuissances dans l'escalade nucléaire, les autres y voient d'abord une agression américaine, à laquelle l'URSS serait forcée de répondre.



Vie Ouvrière



Un Canada dénucléarisé ou un Québec démilitarisé?

Actuellement, les militants pacifistes mobilisent autour de deux activités différentes: d'une part, une caravane pour la paix qui fera circuler sa pétition à travers tout le Canada et d'autre part une manifestation réclamant la démilitarisation du Québec. L'existence de deux activités et de deux plate-formes différentes s'explique encore une fois par une perception différente des enjeux et des priorités. Les seconds trouvent le projet de la Caravane trop limité alors que les premiers considèrent comme idéaliste pour le moment la revendication d'un Québec démilitarisé. **La Caravane de la pétition pour**

la paix est un projet initié au printemps '83 par des organisations ouvrières et pacifistes de Colombie-Britannique et repris depuis par un grand nombre de groupes syndicaux (dont le CTC), religieux, féministes, populaires et pacifistes à travers le Canada. A Montréal, en mars dernier, 14 organisations, dont la CSN, la FTQ, la CEQ, la Société St-Jean Baptiste, la Conférence mondiale des religions pour la paix, le Conseil québécois de la paix, lançaient officiellement la campagne au Québec.

Le projet consiste essentiellement à recueillir, au sein de la population canadienne, le plus large appui possible à une pétition qui réclame:

- l'abandon des essais des missiles Cruise au Canada et l'arrêt de la recherche, de la fabrication, des essais et du transport des armes nucléaires ou de leurs composants;
- la désignation du Canada comme "zone libre d'armes nucléaires" et la participation active du Canada à la désescalade de la course aux armements;
- l'affectation des sommes d'argent gaspillées dans la course aux armements à la satisfaction des besoins de l'humanité;
- et un vote libre au parlement d'Ottawa sur ces questions.

Une caravane partira de Vancouver et une autre d'Halifax, qui circuleront de ville en ville pour converger à Ottawa le 20 octobre, durant la semaine mondiale du désarmement. Par cette activité organisée en période pré-électorale, on espère amener les partis politiques à prendre position sur la question. **On peut rejoindre la Caravane de la pétition pour la paix en composant 526-7249.**

Pour sa part, la **Coalition Québécoise pour le Désarmement et la Paix**, formée en janvier dernier par plusieurs organisations participantes au Comité du 22 octobre, a pour objectifs le renversement de la course aux armements - tant à l'est qu'à l'ouest - et la "démilitarisation de notre vie politique, économique et sociale". Elle organise, pour le 26 mai 1984, une manifestation pour demander au gouvernement du Québec de s'engager dans la voie de la démilitarisation:

- en refusant de coopérer avec le ministère fédéral de la Défense dans des projets militaires comme celui du champ de tir de Bagotville;
- en n'investissant pas de fonds publics dans des industries qui contribuent à maintenir en place des régimes militaires racistes dans le Tiers-Monde;
- en appuyant les revendications et les luttes pour la paix et la justice sociale;
- en cessant de verser des subventions à la production et la recherche militaires;
- en créant des programmes pour aider les industries à convertir leur production militaire en une production civile;
- en décrétant une loi interdisant la possession, la production et l'utilisation d'armes nucléaires et de ses composantes ainsi que la recherche s'y rapportant;
- en organisant au niveau provincial un référendum qui permettrait aux québé-



coises et québécois de s'exprimer sur l'appartenance du Canada à l'OTAN et au NORAD.

On peut rejoindre la Coalition Québécoise pour le Désarmement et la Paix en composant: 282-3694 (Montréal) ou 647-5853 (Québec)

Quelques autres références sur les questions de paix et de désarmement:

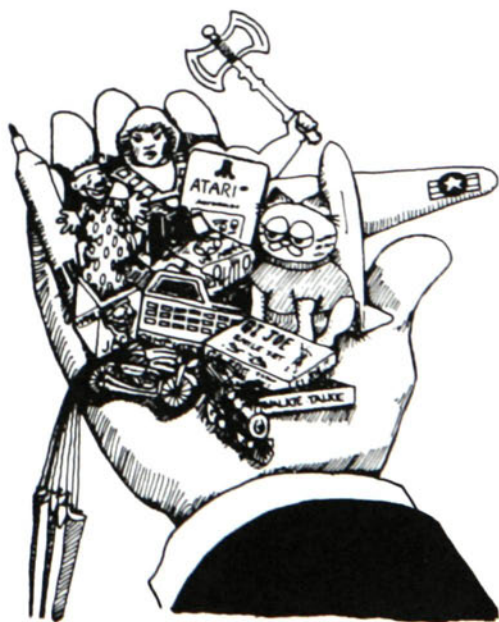
- Les Dossiers de Développement et paix sur la militarisation: 932-5136
- Les ressources de l'Entraide Missionnaire: 526-0439
- L'AQOCI: 382-4560
- Le Réseau québécois pour le désarmement nucléaire: 768-3256 ou 655-7585
- La "Carte explosive du Québec", dossier sur les usines d'armements au Québec, disponible au 853 Sherbrooke est, Montréal, H2L 1K6
- Le Film "Si cette planète vous tient à coeur", disponible à l'Office National du Film.

Quand les travailleurs impliqués dans la production d'armements sont syndiqués, ils disposent déjà d'un outil important pour questionner la finalité de leur travail et pour élaborer des alternatives. Actuellement, il n'existe pas au Québec d'expérience ni même de projet précis relatif à la reconversion industrielle; cependant, il est urgent que les organisations syndicales débloquent des fonds pour soutenir la recherche de scénarios qui permettraient de transformer une production militaire en production socialement utile.

Quand les travailleurs ne sont pas syndiqués, la remise en question est plus difficile. Elle doit venir, comme c'est le cas à Litton (Canada) de la "communauté", c'est-à-dire de groupes de quartier, de contribuables, d'organisations populaires et communautaires qui contestent la production d'armement à l'échelle de leur municipalité ou de leur pays.

Mais qu'ils soient syndiqués ou non, les travailleurs ne peuvent porter seuls la responsabilité d'exiger une production autre. Même dans les pays où elles ont été tentées, par exemple à Lucas en Angleterre, les expériences de reconversion industrielle se sont heurtées à de multiples obstacles. En fait, les limites qu'elles comportent ne sauraient être dépassées tant que comme groupe de quartier, comme contribuable, comme parent, comme étudiant, comme retraité, comme locataire... nous n'aurons pas fait le choix du désarmement, le choix d'une société autre. Et ça commence...

La reconversion: un choix de société



Quand les syndicats ouvrent la porte de la reconversion...

le cas de Lucas Aerospace

Martine D'Amours, d'après *Le désarmement et la reconversion des industries d'armement en production civile*. Institut syndical européen, et le diaporama *Le programme de reconversion de la firme Lucas, en Angleterre*.

Lucas Aerospace fait partie de la multinationale britannique Lucas Industries. Alors que la multinationale ne dépend de la production militaire qu'à raison de 5% environ du total de ses ventes, les commandes militaires (surtout en provenance du ministère de la Défense) représentent quelque 50% de la production de Lucas Aerospace. À la fin des années '60, la compagnie entreprenait la "rationalisation" et la "réorganisation" de la production. Résultat: 60 000 travailleurs qualifiés perdaient leur emploi. Par ailleurs, il y a longtemps que certains syndicats et partis politiques britanniques font des pressions auprès du gouvernement pour qu'il réduise

les dépenses militaires tout en reconver-tissant l'emploi... en vain. **Pour constituer une alternative à la poursuite de la production d'armement et aux mises à pied, les travailleurs de la Lucas Aerospace présentent, en 1975-76, un programme de reconversion incluant des propositions précises pour le développement de produits socialement utiles.**

La première étape (et non la plus facile) a été de constituer un comité conjoint de délégués syndicaux provenant de syndicats de cadres et d'ouvriers dans les 17 chantiers de Lucas. Ayant échoué dans sa tentative de faire nationaliser l'entreprise, le comité

s'est attelé à la tâche d'élaborer un programme de reconversion. Un questionnaire distribué dans les 17 chantiers lui a permis de recueillir 150 suggestions de produits socialement utiles qui pourraient être fabriqués en utilisant l'équipement disponible ainsi que les qualifications et le savoir-faire des travailleurs. Ces 150 produits se situaient dans six domaines importants: l'équipement médical, les sources d'énergie alternative, les systèmes de transports, les systèmes de freins, les équipements océaniques et de contrôle à distance.

Dans l'esprit du comité, il s'agissait de beaucoup plus que d'une liste de produits; il s'agissait de créer à la fois des biens utiles et des emplois; il s'agissait de "permettre aux travailleurs du bas de l'échelle de décider eux-mêmes du type de production, à qui elle se destine et dans quel but". Produire un programme de reconversion menaçait le pouvoir des patrons et accroissait le pouvoir de négociation collective des travailleurs. Selon le comité, "ce pouvoir accru pourrait mener à une véritable démocratie industrielle et à un transfert du pouvoir des patrons aux travailleurs".

Il n'est donc pas étonnant que la direction ait refusé de négocier ce programme, même si la liste de produits, en tant qu'élément d'une stratégie de diversification, était tout à fait valable en termes strictement économiques, quoique moins profitable à court terme que les contrats militaires. Menacée dans son pouvoir de décider seule de la production, elle a durci son attitude, surtout à partir de la venue au pouvoir du gouvernement conservateur en 1979: congédiement de deux leaders du



comité central et 2 000 licenciements à l'usine de Burnley en 1982.

D'autres éléments peuvent expliquer l'échec des délégués à faire accepter la totalité du plan: le manque d'appui des pouvoirs publics qui continuent d'accorder la priorité aux dépenses militaires plutôt qu'aux dépenses sociales et les conflits internes au mouvement syndical, qui ont surgi entre les délégués du comité conjoint et les structures nationales de leurs propres syndicats. Toutefois, l'expérience de Lucas ne saurait être assimilée à un échec quand on sait que certains produits contenus dans le plan ont été développés au sein de l'entreprise, que le plan a permis de licencier moins de travailleurs que prévu initialement et que Lucas sert d'inspiration à d'autres organisations syndicales, en Angleterre et ailleurs.

Possibilités et limites de la reconversion: le rôle de l'État

Ailleurs, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Suède et dans d'autres pays européens, des organisations syndicales ont compris l'importance d'élaborer des stratégies de reconversion pour les entreprises productrices d'armement. Jusqu'à présent, aucune stratégie de reconversion n'a été appliquée en totalité. Cependant, plusieurs exemples d'applications plus limitées ont permis de diversifier la production et de résister aux licenciements. C'est du moins le bilan que fait l'Institut syndical européen, dans un document intitulé **Le désarmement et la reconversion des industries d'armement en production civile**.

Les syndicats qui se sont attelés à cette tâche ont eu à faire l'analyse de plusieurs facteurs susceptibles de jouer positivement ou négativement sur les possibilités de reconversion. Parmi ces facteurs: le degré de concentration géographique des entre-

prises d'armement, le degré de spécialisation des firmes à l'intérieur d'un secteur (ex: secteur aéronautique, électronique, etc), le niveau de qualification de la main-d'oeuvre, la part occupée par le secteur militaire dans les exportations. Un cinquième facteur semble de loin le plus important: il s'agit du niveau d'implication directe des gouvernements. Quand, comme c'est souvent le cas, les gouvernements sont très impliqués à titre d'acheteurs ou de producteurs d'armement, ils ont alors le pouvoir de transférer des ressources du secteur militaire au secteur civil et d'encourager les entreprises à diversifier leur production. Les tentatives de reconversion amenées par les syndicats doivent être complétées par **une action sur le plan politique**, qui force les gouvernements à favoriser et à financer d'autres choix que les choix militaires.

Quand on n'est pas syndiqués, il y a quand même quelque chose à faire...

le cas de Litton Systems

Mado Bachand

Quand les travailleurs et travailleuses d'une usine d'armement ne sont pas syndiqués, le travail de sensibilisation et de pression pour reconvertir la production à des fins socialement utiles peut venir de la communauté. En Europe, aux Etats-Unis et au Canada, il existe plusieurs exemples de ce genre d'actions menées par des groupes locaux, populaires et communautaires. L'exemple le plus près de chez nous est celui du groupe Cruise Missile Conversion Project, à Toronto. Depuis plus de quatre ans, à chaque semaine ou aux deux semaines, ses membres distribuent des tracts aux portes de l'usine Litton Systems (Canada) Limited.

Qui est Litton Systems? Une filiale de Litton Industries de Californie. Sa popularité a grandi ces dernières années car elle est une des deux compagnies choisies, en 1978, pour produire les systèmes de guidage des 10 000 missiles Cruise que le gouvernement américain prévoit cons-

truire d'ici dix ans. Ce n'est d'ailleurs pas une première. Depuis sa fondation en 1961, Litton (Canada), grâce aux subventions qu'elle reçoit du gouvernement canadien, construit des parties d'avion dont deux ont servi pendant la guerre du Vietnam. Encore aujourd'hui, grâce aux subventions du gouvernement canadien (13 \$ millions entre 1968-78), Litton (Canada) continue d'obtenir des contrats pour des systèmes de navigation d'avions canadiens, américains et d'autres produits militaires d'exportation.

Quant à la maison-mère, Litton Industries, elle s'est depuis longtemps distinguée par sa pratique des relations de travail. Bien que ses 42 officiers et directeurs se partagent 8 \$ millions par an en salaire, l'histoire des relations de travail chez Litton semble être une litanie de violations de lois, de campagnes pour briser les syndicats et de fermetures d'usines syndiquées pour en réouvrir d'autres, non-syndiquées,



Vie Ouvrière

dans d'autres secteurs. Un des nombreux exemples qui illustrent ses façons de faire est celui de la Royal Typewriter au Connecticut. Cette usine était syndiquée avant qu'elle ne soit achetée par Litton. Au moment de l'achat, en 1966, Litton déclara aux journalistes: "Royal Typewriter est ici depuis 60 ans et nous croyons qu'elle y sera pour un autre 60 ans". Par la suite, Litton a tenté de faire décertifier le syndicat mais elle a échoué. En 1972, Royal Typewriter déménageait en Angleterre et ses 6 000 employés américains se retrouvaient en chômage.

Il n'est donc pas surprenant qu'en dépit des tentatives répétées de deux importantes centrales syndicales, les travailleuses et travailleurs de Litton (Canada) ne soient pas syndiqués. Il n'est pas étonnant non plus que, sans syndicat, ces travailleurs ne puissent faire de pressions pour reconverter la production. Cela ne signifie pourtant pas que rien ne peut être fait.

Les membres du Cruise Missile Conversion Project protestent, dans leurs tracts, contre la production des systèmes de guidage et le fait que nos impôts financent la recherche militaire à Litton. Un de ses militants, Len Desrochers, disait que son groupe comprend la position des travailleurs et qu'il les respecte. En échange, les travailleurs n'adoptent pas d'attitude agressive envers les militants du Cruise Missile Conversion Project. Quand le groupe bloque l'entrée de l'usine aux travailleurs, ceux-ci attendent patiemment.

Par contre, les choses ne vont pas aussi bien avec les patrons qui refusent toujours d'entendre le groupe. Il semble tout de même y avoir un nouvel espoir. Toujours selon Len Desrochers, depuis quelques mois, des membres de communautés religieuses participent activement à la campagne de sensibilisation et cela semble vouloir influencer l'attitude des patrons.

Le point névralgique: l'implication de la communauté

Martine D'Amours

Outremont, Châteauguay, Granby, sont au nombre des 150 villes canadiennes qui, par le biais d'un vote référendaire, se sont déclarées "zone libre d'armements nucléaires". Parallèlement, dans 200 municipalités, entre 60 et 80% de la population s'est prononcée en faveur d'un référendum mondial sur le désarmement, laquelle proposition devrait être présentée par le Costa-Rica à l'ONU, en septembre prochain.

Ces actions n'ont pas qu'une valeur de symbole. Là où ils se tiennent, les référendums constituent une puissante occasion de sensibilisation pour les groupes et pour la population. Dans certains cas, ils débouchent sur une pression politique municipale; autrement dit, la question de désarmement risque de devenir, en certains endroits, un enjeu électoral. Enfin, dans les villes, les quartiers ou les régions où il se produit de l'armement, la pression de la communauté est névralgique et... efficace:

la direction de Litton Systems Ltd ne se plaignait-elle pas récemment que les manifestations pacifistes répétées lui avaient nui dans l'obtention de nouveaux contrats? Que se passerait-il alors si les groupes populaires, les syndicats et la population de Valleyfield, de St-Hubert, de Mirabel unissaient leurs voix pour protester contre la vocation militaire des usines et des bases?

Deux exemples: Alma et le Plateau Mont-Royal

Dans la région d'Alma, deux événements sont à l'origine des pressions populaires pour le désarmement: la révélation de la présence d'ogives nucléaires à la base de Bagotville et le projet d'implantation d'un champ de tir pour les avions F-18 au nord de l'Ascension. Dans le prolongement de la campagne contre le champ de tir, il y a eu organisation d'un référendum sur le désarmement, qui s'est tenu en même

temps que les élections municipales d'Alma. Résultats: 60,8% des votants ont participé au référendum et 80,9% d'entre eux se sont dit favorables à un désarmement général et progressif. De plus, un candidat écologiste a été élu échevin avec une forte majorité. Selon Céline Beaulieu, du Centre de solidarité d'Alma. "les groupes populaires se sont pas mal impliqués dans l'affaire, aux côtés du Groupe action-paix et d'autres groupes pacifistes; ils ont même réussi à faire inclure une proposition en ce sens lors du Sommet économique régional. A l'heure actuelle, on croit avoir réussi à contrer le projet du champ de tir, enfin, le ministre de la Défense dit qu'il y en aura un et le ministre de l'Environnement dit qu'il n'y en aura pas. Aussi faudra-t-il demeurer vigilants: pour la population, c'est une question d'environnement et de choix social."

Dans le Plateau Mont-Royal, la situation est un peu différente, au sens où les usines d'armements ne courent pas les rues. "Pourtant, on soupçonne l'entreprise Scoville, dans le district 33, de produire de l'armement... on veut inciter les gens à s'informer de ce qui se produit autour d'eux, et leur donner le goût d'agir, déclare Marguerite Taillefer, du Mouvement du Plateau Mont-Royal pour le désarmement et la paix. Plus largement, notre groupe cherche à sensibiliser la population par le biais de soirées d'informations, de débats, de pièces de théâtre. Nous profitons des activités organisées par des groupes de quartier pour véhiculer la préoccupation du désarmement. Par exemple, nous participerons en août à une fête de quartier, via une exposition de dessins d'enfants sur le thème de la paix. Nous espérons ainsi impliquer les écoles et éventuellement favoriser des échanges avec des écoles d'ail-

leurs au Canada et dans le monde. Ce jumelage d'écoles "pour la paix" pourrait déboucher sur un jumelage de quartiers ou de communautés pour la paix. Un deuxième projet se prépare en collaboration avec des conseillers du RCM. Il s'agirait d'organiser des référendums sur le désarmement, en commençant par le Mile-End (district du conseiller RCM Konstantinos Georgeogoulis) en juin et débouchant éventuellement sur la déclaration d'un "Plateau libre d'armements nucléaires". Nous espérons ainsi créer la pression qui amènerait l'administration montréalaise à organiser un tel référendum pour l'ensemble de Montréal."

Où qu'on soit...

La sensibilisation et la pression pour le désarmement sont possibles. Des référendums ont été organisés dans certaines universités, demandant l'arrêt de la recherche pour des fins militaires (un tel référendum a été perdu à McGill et gagné à Concordia). Des parents sont préoccupés de l'impact psychologique que la menace nucléaire a ou risque d'avoir sur leurs enfants. Il reste tout un travail à faire, dans les quartiers, pour faire le lien entre la détérioration des conditions de vie et l'augmentation des budgets militaires. Nous devons créer toutes les occasions pour dire aux pouvoirs politiques municipaux, provinciaux et fédéraux, quels sont les choix auxquels nous voulons faire servir notre argent. ●

Solidarité Jeanne-Mance

Il ne faut plus que la ville de Montréal ait un pouvoir exclusif sur la corporation, il faut contrer le contrôle abusif de l'administration et assurer une présence représentative des résidents dans les structures de décision. Voilà, en substance, les raisons qui ont amené la fondation de Solidarité Jeanne-Mance à Montréal.

Il s'agit du complexe d'habitations à loyer modique le plus important au Québec. Les habitations Jeanne-Mance furent, en effet, construites par la ville de Montréal, il y a 25 ans. Elles comptent 796 logements et abritent près de 2 000 personnes.

Unique en son genre, ce HLM ne relève pas de l'Office municipal d'habitation de Montréal et ne dépend pas des lois du Québec en matière de logements à loyer modique. La corporation existe par règlement du conseil municipal qui nomme les administrateurs, officiers et le directeur général par simple résolution.

Depuis juin 1981, avec l'arrivée d'un nouveau directeur général, les groupes du milieu, en particulier l'association des locataires, ont été écartés par l'administration qui ne les reconnaît

plus, eux et leurs leaders, comme représentatifs. L'administration engage, à la place, des intervenants de l'Institut des Affaires culturelles pour assurer le contrôle de la vie collective, bouscule les groupes en place et ferme les portes aux instances du milieu.

Malgré l'action des groupes et résidents des Habitations Jeanne-Mance dont une pétition de 500 locataires, la situation n'a cessé de se détériorer.

"Des changements sans consultation, des coupures de services, le silence devant les requêtes des locataires, l'attitude suffisante de l'administration face aux résidents, le rejet des groupes, les fausses élections, le pouvoir absolu de l'administration rendent la population amère et indignée."

Le groupe Solidarité Jeanne-Mance, qui dès sa fondation comptait 500 membres, veut un changement de statut de la corporation qui "permette l'exercice d'un pouvoir important et réel des résidents eux-mêmes".

Raymond Levac

Au fil des événements

Le Front commun des assistés sociaux du Québec Un grand ménage s'impose au gouvernement



O.P.D.S. — R.M.

Pour bien souligner la semaine des assistés sociaux, du 1er au 8 avril, le Front commun avait concocté une autre de ses actions hautes en couleurs. Après l'envoi des cartes de Noël, après les journées de protestation contre les pratiques discriminatoires des caisses populaires, on appelait, le 5 avril dernier, à faire le grand ménage du bureau de Madame Marois.

Pourquoi aller faire le ménage?

Parce qu'elles sont majoritairement des femmes et qu'elles ont toujours fait ça du ménage... Eh bien! NON.

Parce que le gouvernement veut leur offrir

juste des jobs de ménage... Eh bien! NON.

Parce que le gouvernement Lévesque est encrassé...

Parce qu'il ne veut pas mettre aux poubelles ses vieux programmes d'emploi...

Parce qu'il a des tas de formulaires inutiles à leur faire remplir (afin de les harceler) et que tout cela encombre ses bureaux...

Parce qu'il gaspille son argent en subventions de toutes sortes et que les assistées sociales en reçoivent seulement les poussières...

Eh bien! Oui.



Elles et ils étaient environ 450, venus de plusieurs régions du Québec, avec leurs balais, leurs guénilles, leurs moppes. Comme l'accès du bureau de Madame Marois leur était interdit, elles ont fait un ménage symbolique du hall d'entrée.

R.P.D.S. — Roberval



R.P.D.S. — Roberval

Le tout s'est terminé par une fête dans les locaux de la CSN. Une occasion de se solidariser autour des objectifs de lutte: pour le libre choix relativement au retour sur le marché du travail, pour une formation re-

connue, pour des emplois permanents avec revenu décent, pour la hausse des prestations des moins de 30 ans, pour l'indexation du salaire minimum. ●

Nouvelles technologies

L'affaire ZOP

Chantal Ste-Marie Tiré de La Criée, 16 mai 1984

Depuis quelques années des groupes populaires du quartier Centre-Sud à Montréal organisent des activités à l'occasion de la fête du 1er mai. Cette année, il fut décidé d'aborder le thème des nouvelles technologies. Pour ce faire, une formule souple et dynamique fut choisie, soit celle d'un procès. C'est ainsi que l'ordinateur-robot ZOP 84 s'est retrouvé sur la sellette. La soirée fut un franc succès. Nous vous en proposons le compte-rendu tiré du journal communautaire du quartier, La Criée.

Accusé de prostitution au service de l'argent, d'excès de vitesse dans le virage technologique et de vols de jobs, c'est unanimement que le jury, composé de 3 hommes et 3 femmes a rendu un verdict de culpabilité contre le robot ZOP 84, le 2 mai dernier.

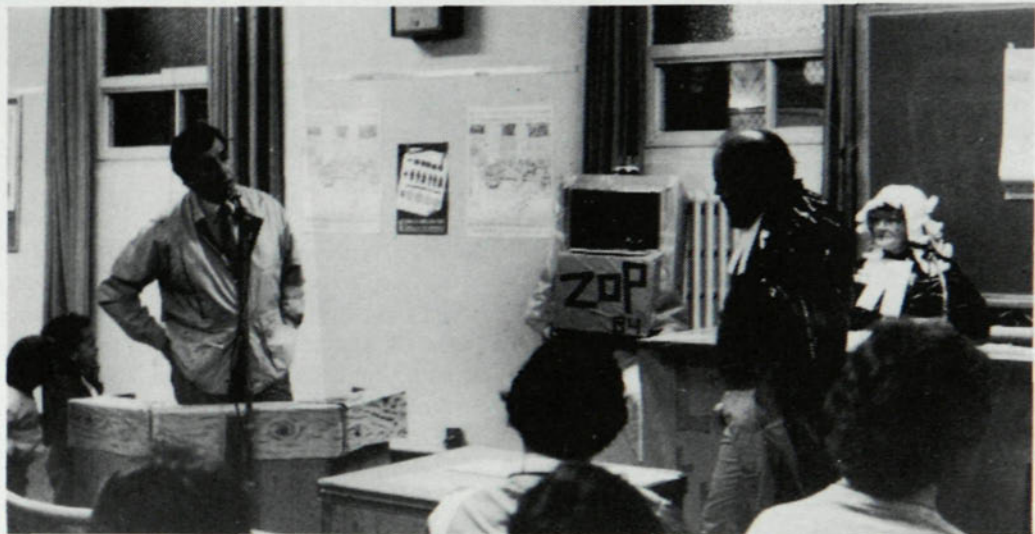
Tenu dans le cadre des festivités entourant la Fête des travailleuses et travailleurs, ce procès simulé dénonçant les dangers de la technologie a permis à des supposés avocats de débattre de la question en interrogeant tour à tour des travailleurs et des experts familiers aux problèmes créés par les changements technologiques.

Appelé à la barre des témoins, monsieur Roger Valois, travaille comme opérateur de four dans une fonderie à Sorel. "Quand le premier ordinateur est entré en 1969, on a beaucoup ri parce qu'il ne marchait jamais. Puis le robot a été affecté aux pires jobs. On ne s'en plaignait pas! Jusqu'en 1978, ça été un sujet de plaisanterie. En 1977, il y avait 1 300 travailleurs à l'usine. Maintenant nous sommes 760 et on est devenu des "watcheurs de machine à écrire puisque le robot avec tous ses pitons contrôle toutes les opérations qui étaient auparavant surveillées manuellement!"

Des changements profonds

L'arrivée des robots change la nature des jobs et la crainte de la technologie pour les plus vieux entraîne très souvent des rétrogradations et des baisses de salaire. Les cours de recyclage offerts ne servent qu'à enseigner les rudiments nécessaires pour les faire fonctionner, pas pour les programmer.

Madame Mona Josée Gagnon est également venue témoigner pour la poursuite en



tant qu'experte au service de recherche de la FTQ. Pour elle, la présence de robots signifie la perte de l'intérêt dans le travail effectué et l'absence de motivation. Très souvent le robot est aussi un moyen de vérifier le rendement des employés. "Seuls les endroits où il y avait des conventions collectives solides ont réussi à conserver les emplois. Mais les retraités n'ont jamais été remplacés."

Remplacer des emplois perdus

Pour contrebalancer les arguments de la poursuite, un professeur calé en sociologie de la cybernétique, Serge Simoneau a expliqué au tribunal que les ordinateurs sont des outils dont on surestime l'intelligence la plupart du temps. "Un ordinateur n'est pas capable d'aucune initiative, il faut tout lui dire. Mais ils peuvent servir à des expériences positives. La société des loisirs ne se fera pas sans lui." Très souvent, cependant, une fois disparues les tâches répétitives, on ne les remplace pas par un travail plus créateur.

Invités à faire connaître leurs opinions sur la question, les témoins dans la salle ont alors pris la parole pour faire remarquer qu'on ne pouvait être contre le progrès mais que tout dépendait de la façon de s'en servir. "Ça empêche du monde de se salir les mains et de trop souffrir de leur job." Par contre pour certains, "les ordinateurs nous empêchent de nous servir de notre tête."

Sentence: travaux communautaires

Devant le verdict de culpabilité prononcé par le président du jury, les deux juges siégeant dans cette affaire ont condamné le robot ZOP 84 aux travaux communautaires à vie tout en lui accordant la liberté surveillée. Dans leur jugement, les magistrats ont invité les travailleurs à réagir et veiller à ce que l'utilisation des nouvelles technologies servent leurs intérêts. ●

En grattant le vernis... un nouveau disque de Pierre Fournier

En grattant le vernis! le vernis social où tout nous est présenté lisse et crémeux comme du beurre de peanut, dont on est écoeuré tellement on en mange! où tout est supposé être rose et ensoleillé, alors que le seul rose accessible dans la vie de tous les jours, est celui des peppermans cheap et le seul soleil celui des annonces du Club Med qui nous insultent en plein hiver.

En grattant le vernis social, on découvre que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Quoiqu'en disent nos dirigeants, la relance c'est pour les autres... pour eux autres!

À gratter le vernis on s'aperçoit qu'on est des centaines de militants, de militantes qui fouillent le social et le politique pour les transformer.

Dans un contexte où la crise frappe beaucoup plus durement que l'on ne veut bien

l'admettre, où les espoirs se brisent, où les réflexes ancestraux d'individualisme resurgissent, il faut déclencher une mécanique de survie. Cette mécanique est nécessairement collective. Seul, on est fait comme un rat bleu. Beaucoup d'entre nous l'ont compris et continuent de se battre. Actuellement et peut-être plus que jamais, le culturel: le théâtre, le cinéma et la chanson, doit jouer son rôle dans la réorganisation des classes populaires en livrant un message d'espoir et de combat.

Ces toutes nouvelles chansons d'amour, d'espoirs et de combats sont disponibles à la JOC, au Conseil central CSN de Québec et de Trois-Rivières (7.00\$) ou par la poste (8.50\$), en faisant parvenir une commande à 5 300 Fabre, Montréal, Qc H2J 3W5.

NOUVELLES
TECHNOLOGIES
VIE OUVRIERE
NUMERO 179

*alfabétisasu
en septembre
dans vie
ouviere*

Une place pour toutes... toute une place

Le 28 avril dernier, le comité éducation populaire de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) organisait une rencontre à laquelle ont assisté 70 militantes de groupes populaires. L'objectif: faire le point sur la place occupée par les femmes dans les organisations.

Existe-t-il encore une division sexuelle des rôles et des tâches dans nos groupes? Eh bien... oui: les femmes jouent encore ici le rôle de "ménagère", responsables des tâches techniques et de soutien, alors que les hommes assument plutôt les jobs de gestion et de représentation. Elles sont encore peu présentes dans les lieux **significatifs** de pouvoir, c'est-à-dire qu'elles sont souvent sur le C.A. des groupes locaux mais rarement représentantes de leurs groupes au sein d'instances plus larges, régionales ou nationales, dans les lieux où se prennent les votes décisifs. Elles déplorent un mode de militantisme masculin, qui tient peu compte des charges familiales. Finalement et surtout, bien que les femmes soient majoritaires dans le membership des groupes populaires, bien que ce soient les discriminations vécues comme femmes qui les amènent à lutter, leurs revendications spécifiques ne traversent absolument pas la pratique des groupes populaires. Tout

au plus annexera-t-on de temps à autres une revendication propre aux femmes, en disant par exemple que les femmes chefs de famille sont particulièrement discriminées par les propriétaires, mais jamais on n'ira jusqu'à faire reposer une lutte sur l'oppression vécue par les femmes, jamais on ne mettra au premier plan le fait par exemple que le logement fait partie des conditions de vie de tous, mais qu'il constitue en plus le lieu de travail premier des femmes.

Que faire face à cela? Les opinions sont partagées; certaines militantes croyant qu'il faut occuper les postes de pouvoir, d'autres étant d'avis qu'il est préférable de remettre en question les structures de pouvoir et de hiérarchie dans les groupes populaires. La place que les femmes revendiquent n'est donc pas claire. Ce qui est certain en revanche, c'est qu'elles veulent choisir leur place, et non pas se contenter de prendre celle qu'on voudra bien leur laisser. Pour l'instant, les femmes continueront le débat dans leurs groupes et le comité de l'ICEA devrait relancer, à l'automne, une démarche enrichie par les résultats d'enquête et d'entrevues plus approfondies réalisées avec des militantes populaires de la région de Montréal.

L'Anti-livre blanc sur la fiscalité

Raymond Levac

Une coalition de huit groupes populaires de la région de Québec et du Front Commun des Assistées sociales et sociaux du Québec s'est constituée en un **Mouvement contre la détérioration des conditions de vie** pour réagir au livre blanc sur la fiscalité qui sera déposé sous peu par le ministre Parizeau.

Selon ce Mouvement, les mesures Parizeau visent à fournir aux employeurs une main-d'oeuvre à bon marché. Le salaire minimum ne serait toujours pas indexé demeurant à \$4.00/l'heure depuis 1981. Les non-syndiqué-e-s seront menacés de perdre leur emploi à cause des programmes de "réinsertion au travail" des assistés sociaux et sociales et ceux des jeunes volontaires, des travaux communautaires et bénévolat, etc...

Les prestataires d'allocation d'aide sociale se verront contraints d'accepter des jobs sous-payés. Les jeunes de 18-20 ans perdront leur droit aux prestations d'aide sociale.

Les femmes et les enfants verront leur droit aux garderies diminué par les coupures dans les subventions aux parents à faibles revenus. Les allocations familiales et allocations de disponibilités seront remplacées par une exemption fiscale de prise en charge, ce qui pénalisera ceux et celles qui, ne payant déjà pas d'impôt à cause de leurs faibles revenus, ne peuvent bénéficier de ces exemptions fiscales.

Avec le livre blanc, la taxe de vente sur les vêtements et les meubles sera à nouveau en vigueur ce qui augmentera les prix.

Le Mouvement contre la détérioration des conditions de vie demande donc aux groupes de faire connaître leurs inquiétudes aux ministres et députés de même qu'à la population en général par rapport à ce livre blanc. Pour plus de renseignements contacter le Mouvement, 301 rue Carillon, Québec, G1K 5B3.

Pour une Eglise solidaire!

Pour Développement et Paix

La militarisation, un obstacle au développement

Raymond Levac

“Nous prenons fermement position en faveur des opprimés, victimes de la militarisation et désirons ajouter nos voix à leurs cris pour la justice.”

C'est dans cette perspective que Développement et Paix dévoilait récemment sa prise de position sur la militarisation. C'est à la suite de deux années de campagnes de solidarité avec les peuples opprimés d'Amérique centrale et des Philippines où l'organisme mettait en lumière “l'option pour les riches de la militarisation” et après une large consultation que son conseil national approuvait cette prise de position en novembre dernier.

La militarisation ne saurait se réduire à la course aux armements et à la confrontation est-ouest. Elle fait partie des causes de la pauvreté, de l'oppression et de la répression de ceux et celles qui essaient de se libérer.

La militarisation accentue l'appauvrissement

“La militarisation est responsable d'une multitude d'injustices humaines et de souffrances.” Elle détourne les investissements qui devraient aller pour lutter contre la faim vers les dépenses d'ordre militaire, elle favorise la guerre entre les pays, elle

garde en otage la communauté mondiale aux mains des puissances nucléaires, elle favorise l'érosion des démocraties dans un grand nombre de pays.

Elle accentue l'oppression de la majorité et les privilèges d'une minorité

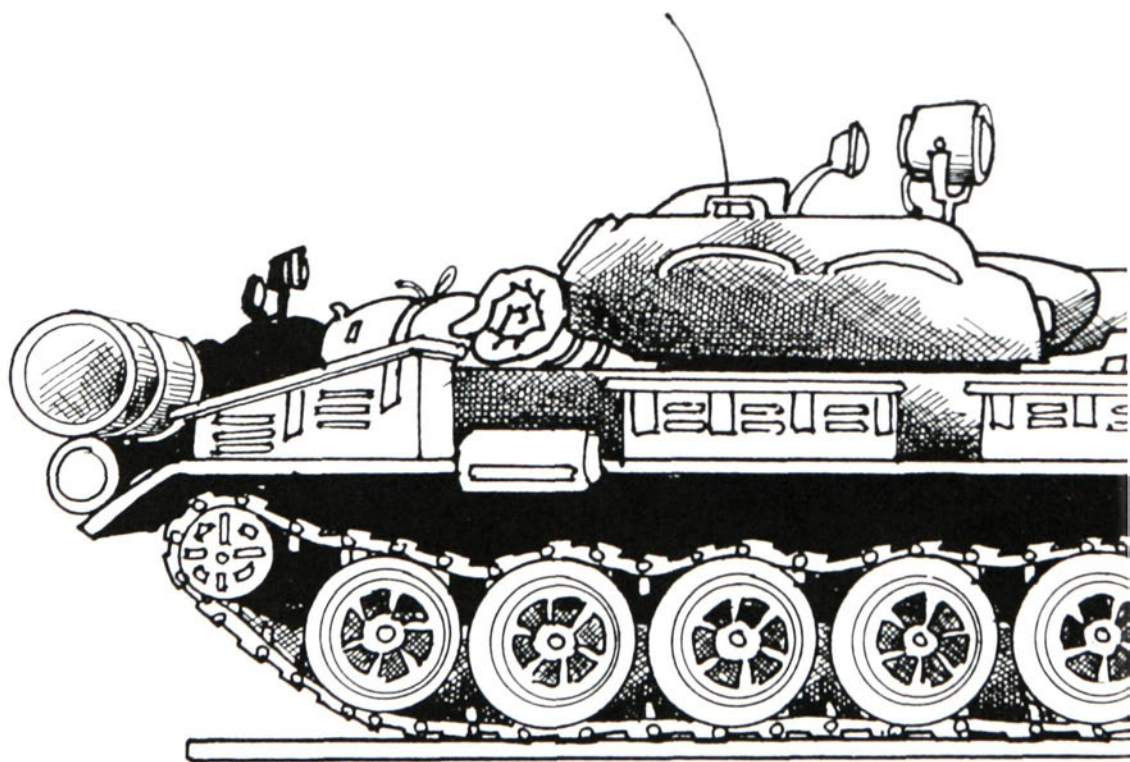
"La militarisation, comme moyen de contrôle global de la vie des gens, protège et tente de perpétuer les privilèges d'une minorité (...) La pauvreté des peuples du Tiers-monde découle d'un système plus vaste de distribution inégale de la richesse. Les pays du Tiers-monde dépendent des nations industrialisées pour les capitaux et la technologie; les nations industrialisées perçoivent les pays du Tiers-monde

comme une source de main-d'oeuvre et de matières premières à bon marché."

Dans cet échange inégal qui favorise les riches des pays du Tiers-monde et des pays industrialisés, "la grande majorité des peuples se retrouvent ainsi prisonniers de la pauvreté."

Pour empêcher les opprimé-e-s de chercher à rétablir la justice sociale ce qui mettrait leurs privilèges en danger, "les groupes avantagés par le système injuste font appel à l'armée pour protéger leurs intérêts."

Sous prétexte de sécurité nationale, ils réduisent les budgets de services sociaux et



augmentent les dépenses militaires: ils ne tolèrent aucune opposition qu'ils qualifient de subversive. Les droits individuels sont violés. "Comme toute demande de redistribution des richesses représente une menace au statu quo, cette minorité privilégiée préfère maintenir l'analphabétisme et l'incapacité de s'organiser des couches populaires, de manière à pouvoir les manipuler plus facilement."

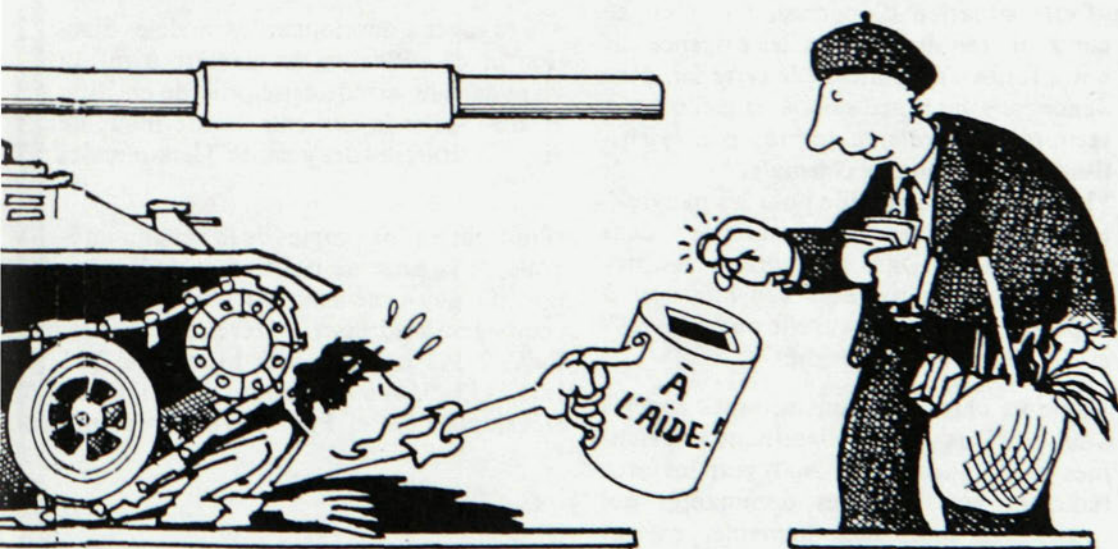
Le Canada complice de cette situation

"Une telle situation ne peut être maintenue qu'avec "l'aide" des nations industrialisées. Les Canadiens, par exemple, doivent se demander si par le biais des diverses subventions gouvernementales of-

ferentes à des contracteurs militaires et par nos exportations d'armes au Tiers-monde, nous ne sommes pas complices des régimes répressifs.

"Cette sorte "d'aide" sous forme d'armes, d'entraînement militaire, de prêts et de technologie, amène avec elle, cependant, des dettes pour les nations récipiendaires. Un pays ainsi aidé s'appauvrit davantage et devient plus dépendant des nations industrialisées."

"L'industrie canadienne de l'armement, ajoute Développement et Paix, exerce une influence directe et puissante dans le sens du soutien des régions oppressives du Tiers-monde."





Contradiction avec les exigences de notre foi

“Cette situation d’oppression (...) est en contradiction directe avec les exigences de notre foi. Au nom même de cette foi, nous dénonçons la répression à laquelle on a recours sous prétexte de préserver la civilisation chrétienne occidentale.”

“L’option préférentielle pour les pauvres” est un thème qui revient constamment dans l’Écriture. (...) Dans la tradition des prophètes, Jésus a consacré son ministère à apporter “la bonne nouvelle aux pauvres” et “la liberté aux opprimés”.

“Comme chrétiens, nous sommes appelés à suivre Jésus en nous identifiant aux victimes de l’injustice, en analysant les attitudes et les structures dominantes qui causent la souffrance humaine, en ap-

puant activement les pauvres et les opprimés dans leurs luttes pour transformer la société. Parce que, comme Jésus l’a déclaré, ce que vous faites aux plus petits de mes frères, c’est à moi que vous le faites.”

Il faut agir: tous ensemble, bâtissons la paix

Pour édifier la paix, “nous devons nous opposer au militarisme d’une façon efficace” et “faire en sorte qu’il soit possible de contrecarrer les effets désastreux du haut niveau de militarisation” qui existe dans le monde.

La prise de position se termine par une proposition d’actions à trois volets:

- dénoncer toutes les actions du gouvernement canadien qui appuient ou renforcent la militarisation;
- appuyer les projets socio-économiques qui impliquent et suscitent la participation des gens à la base;
- s’engager à développer les modèles d’action et de réflexion de manière à mieux vivre dans le sens de cette prise de position et ainsi saisir le lien entre notre mode de vie et la situation des gens du Tiers-monde.

(Pour obtenir des copies de la version intégrale de la prise de position et de la pétition au gouvernement canadien qui l’accompagne, s’adresser à Développement et Paix, 2 111 rue Centre à Montréal, Qué H3K 1J5 (514) 932-5136 ou au bureau de Développement et Paix de votre région.)



La force de sa diversité



UN MAGAZINE BIEN DIFFÉRENT !



EN VENTE À COMPTER DU 16 JUIN

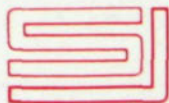
Pour préparer, maintenant, un avenir meilleur



L'Alliance des Professeurs de Montréal

Seule l'unité syndicale et populaire peut nous mener
vers d'autres acquis sociaux.

CONSEIL CENTRAL DE TROIS-RIVIÈRES (CSN)
550, St Georges, C.P. 1075, Trois-Rivières G9A 5K4 ☎ 378-5419 (819)



LA CAISSE POPULAIRE DE SAINT-JACQUES

1255 RUE BERRI, MONTRÉAL P.Q. H2L 4C6

Éditorial: À vos marques, prêts, sautez..... 1

1. La menace nucléaire grandit; l'opposition aussi

La lutte pour le désarmement sortira-t-elle des mouvements pour la paix?.....	3
La guerre des étoiles aura-t-elle lieu?	8
Une guerre nucléaire, ce serait aussi ici	13
Le mouvement pacifiste jouerait-il le jeu de l'URSS?	14

2. Des retombées plus radioactives qu'économiques

Flashes sur une économie de guerre	18
Armement et croissance	19
Des jobs, quelles jobs?	21
Ces contrats qu'on s'arrache	23
Le Canada: apôtre de la paix	27

3. Armement: le nouveau casse-tête des syndicats

Production militaire: un dilemme pour les syndicats	28
À Expro, à Aviation Electric, à Valcartier, des militants s'interrogent... des fois plus, des fois moins	31
Les organisations syndicales devant l'urgence du désarmement.....	36
Mouvements pacifistes: qui favorise quelle paix?	39

4. La reconversion: un choix de société

Quand des syndicats ouvrent la porte de la reconversion.....	44
Possibilités et limites de la reconversion: le rôle de l'État	46
Quand on n'est pas syndiqués, il y a quand même quelque chose à faire.....	47
Le point névralgique: l'implication de la communauté	49
<hr/>	
Pour Développement et Paix, la militarisation un obstacle au développement	55

ISBN 2-89184-178-6